

CHAPITRE 3. — *Arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2017 relatif au subventionnement des travaux, visés à l'article 2.6.1.3.1, § 1^{er} du décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, coordonné le 15 juin 2018*

Art. 7. Le délai, visé à l'article 12, alinéa 1^{er}, première phrase de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2017 relatif au subventionnement des travaux, visés à l'article 2.6.1.3.1, § 1^{er} du décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, coordonné le 15 juin 2018, est prolongé de soixante jours.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le ministre flamand qui a l'environnement et l'aménagement du territoire dans ses attributions, peut prolonger les périodes, telles que visées dans les articles 2 à 4 et à l'article 7. Toutefois, cette prolongation ne peut pas dépasser la durée maximale de l'urgence civile, y compris une prolongation éventuelle, telle que fixée par le Gouvernement flamand en application de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Décret d'urgence.

L'arrêté ministériel prolongeant les périodes visées à l'alinéa 1^{er} est porté à la connaissance par :

- 1° un avis au *Moniteur belge* ;
- 2° une publication sur le site web de la « Vlaamse Milieumaatschappij » et du « departement Omgeving ».

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets à la date de son approbation.

Art. 10. Le ministre flamand qui a l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2020/201816]

23. APRIL 2018 — Dekret über die Familienleistungen — Erratum

In der französischen Übersetzung des vorgenannten Dekrets, veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 12. Juni 2018, ist auf Seite 48720 unter Artikel 6 "permis ou autorisé" durch "permis ou autorisé pour plus de trois mois" zu ersetzen.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2020/201816]

23 AVRIL 2018. — Décret relatif aux prestations familiales. — Erratum

Dans la traduction française de l'article 6 du décret susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 12 juin 2018 (p.48720), il y a lieu de lire « permis ou autorisé pour plus de trois mois » au lieu de « permis ou autorisé »

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2020/201816]

23 APRIL 2018. — Decreet betreffende de gezinsbijslagen. — Erratum

In de Franse vertaling van artikel 6 van bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 2018, blz. 48720, moeten de woorden "permis ou autorisé" vervangen worden door de woorden "permis ou autorisé pour plus de trois mois"

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41153]

29 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 27 relatif au soutien de la recherche et du développement en Wallonie dans le cadre de l'Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, articles 20 et 87, § 1^{er} ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 C(2020) 1863 ;

Vu le rapport genre établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2020 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend sur le territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public afin de maximiser leur efficacité ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 a un impact majeur sur la santé et la vie de la population wallonne ;

Qu'il est nécessaire de trouver au plus vite des solutions qui permettent de répondre à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19, entre autre via des solutions de diagnostic et le développement et la validation de traitements et de vaccins ;

Que, la recherche et le développement apparaissent comme outils indispensables pour développer ces solutions ;

Qu'il est important de pouvoir aider financièrement au plus vite les entreprises capables de développer de telles solutions afin de leur donner les moyens de réagir au plus vite ;

Qu'il convient dès lors de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée ;

Sur proposition du Ministre de la Recherche et de l'Innovation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et référence à l'« Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 »*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « le Gouvernement » : le Gouvernement wallon ;

2° « le Ministre » : le Ministre qui a les technologies nouvelles et la recherche dans ses attributions ;

3° « le promoteur » : une ou plusieurs personnes morales autorisées à solliciter une aide en vertu du présent arrêté ;

4° « l'Administration » : les services administratifs du Gouvernement chargés des actions de la Région wallonne en matière de technologies nouvelles et de recherche ;

5° « le projet » : l'ensemble des documents émanant d'un promoteur et décrivant, en termes de produit, procédé ou service, les objectifs poursuivis et les moyens tant humains que matériels nécessaires à leur réalisation.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par « recherche industrielle » la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. Elle comprend la création de composants de systèmes complexes et peut inclure la construction de prototypes dans un environnement de laboratoire ou dans un environnement à interfaces simulées vers les systèmes existants, ainsi que des lignes-pilotes, lorsque c'est nécessaire pour la recherche industrielle, et notamment pour la validation de technologies génériques.

Art. 3. Au sens du présent arrêté, on entend par « développement expérimental » l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et d'aptitudes scientifiques, technologiques, commerciales et autres pertinentes en vue de développer des produits, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés. Il peut aussi s'agir, par exemple, d'activités visant la définition théorique et la planification de produits, de procédés ou de services nouveaux, ainsi que la consignation des informations qui s'y rapportent. Le développement expérimental peut comprendre la création de prototypes, la démonstration, l'élaboration de projets pilotes, les essais et la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés dans des environnements représentatifs des conditions de la vie réelle, lorsque l'objectif premier est d'apporter des améliorations supplémentaires, au niveau technique, aux produits, procédés ou services qui ne sont pas en grande partie « fixés ».

Il peut comprendre la création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables qui sont nécessairement les produits commerciaux finals et qui sont trop onéreux à produire pour être utilisés uniquement à des fins de démonstration et de validation. Le développement expérimental ne comprend pas les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication et services existants et à d'autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

Art. 4. Au sens du présent arrêté, on entend par entreprise en difficulté, une entreprise remplissant au moins une des conditions suivantes :

- s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (société anonyme, société en commandite par actions, société privée à responsabilité limitée, société coopérative à responsabilité limitée) autre qu'une P.M.E. en existence depuis moins de trois ans, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison de pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société, conduit à un montant négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. Le capital social comprend, le cas échéant, les primes d'émission ;

- s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (société en nom collectif, société en commandite simple et société coopérative à responsabilité illimitée), autre qu'une P.M.E. en existence depuis moins de trois ans, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées ;

- lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit les conditions de soumission à une telle procédure à la demande de ses créanciers ;

- lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie ou qu'elle a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration ;

- dans le cas d'une entreprise autre qu'une P.M.E., lorsque depuis les 2 exercices précédents :

* le ratio emprunts/fonds propres est supérieur à 7,5 et

* le ratio de couverture des charges d'intérêt de l'entreprise, calculé sur base de l'EBITDA, est inférieur à l'unité.

Art. 5. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « petite entreprise » : toute entreprise qui est établie en société commerciale, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui répond à la définition des petites entreprises ou des micro-entreprises qui figure à l'annexe I^{re} du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

2° « moyenne entreprise » : toute entreprise qui est établie en société commerciale, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui répond à la définition des moyennes entreprises qui figure à l'annexe I^{re} du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

3° « grande entreprise » : toute entreprise qui est établie en société commerciale, qui, sauf indication contraire, a au moins un siège d'activités en Wallonie et qui n'est ni une petite entreprise, ni une moyenne entreprise ;

4° « entreprise » : toute petite entreprise, moyenne entreprise, grande entreprise.

Art. 6. Les aides visées au présent arrêté sont octroyées aux conditions définies par l'« Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91 I/01).

CHAPITRE II. — Des subventions et des avances récupérables aux entreprises

Section 1^{re}. — Des subventions portant sur les activités de recherche industrielle

Art. 7. Pour la réalisation d'un projet de recherche industrielle introduit par une ou plusieurs entreprises, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une subvention :

1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, d'emploi, financiers et développement durable indiqués dans l'appel;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 8. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet ;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet ; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles ;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet ;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet ;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

Lorsque l'objet de la demande est d'accélérer les travaux déjà en cours au 1^{er} février 2020 ou d'élargir la portée d'un projet en cours au 1^{er} février 2020, seuls les coûts supplémentaires liés aux efforts d'accélération ou d'élargissement de la portée du projet sont admissibles.

Pour être admissibles, les dépenses sont réalisées, facturées et font l'objet d'une déclaration de créance transmise à l'administration au plus tard le 30 novembre 2020.

Art. 9. L'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 80 pour une petite ou moyenne entreprise ;
- 2° 60 pour une grande entreprise.

Art. 10. L'octroi de la subvention n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

Section 2. — Des subventions et des avances récupérables portant sur les activités de développement expérimental

Art. 11. Pour la réalisation d'un projet de développement expérimental introduit par une ou plusieurs entreprises, le Gouvernement peut lui ou leur accorder une aide :

1° soit dans le cadre d'un appel à projets, sur la base du classement des projets proposé par le jury de l'appel en fonction des critères scientifiques, techniques, économiques, d'emploi, financiers et développement durable indiqués dans l'appel ;

2° soit sur la base de l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable du projet, à laquelle le Gouvernement peut procéder seul ou avec l'assistance d'experts extérieurs.

Art. 12. Les dépenses admissibles couvertes par l'aide sont :

1° les dépenses de personnel relatives aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui, dans la mesure où ils sont affectés à la réalisation du projet ;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour la réalisation du projet ; si ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie pour la réalisation du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux bonnes pratiques comptables, sont admissibles ;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances techniques et des brevets achetés ou faisant l'objet de licences auprès de sources extérieures au prix du marché, lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion, ainsi que les coûts des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour la réalisation du projet ;

4° les frais généraux additionnels supportés directement du fait de la réalisation du projet ;

5° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait de la réalisation du projet.

En cas d'usage commercial de projets de démonstration ou de projets pilotes issus de l'activité de développement expérimental sur laquelle porte l'aide, toute recette provenant d'un tel usage est déduite des dépenses admissibles.

Lorsque l'objet de la demande est d'accélérer les travaux déjà en cours au 1^{er} février 2020 ou d'élargir la portée d'un projet en cours au 1^{er} février 2020, seuls les coûts supplémentaires liés aux efforts d'accélération ou d'élargissement de la portée du projet sont admissibles.

Pour être admissibles, les dépenses sont réalisées, facturées et font l'objet d'une déclaration de créance transmise à l'administration au plus tard le 30 novembre 2020.

Art. 13. Pour tout projet de recherche dont le montant de l'aide est inférieur ou égal à 2.000.000€, l'intensité de la subvention, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 80 pour une petite ou moyenne entreprise ;
- 2° 60 pour une grande entreprise.

Pour tout projet de recherche dont le montant de l'aide est supérieur à 2.000.000 € :

La partie de l'aide comprise entre 0 € et 2.000.000 € consiste en une subvention, dont l'intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 80 pour une petite ou moyenne entreprise ;
- 2° 60 pour une grande entreprise.

La partie de l'aide dépassant les 2.000.000 € consiste en une avance récupérable, dont l'intensité, exprimée en pourcentage des dépenses admissibles avant impôts ou autres prélèvements, peut atteindre :

- 1° 80 pour une petite ou moyenne entreprise ;
- 2° 60 pour une grande entreprise.

Art. 14. L'entreprise ou chacune des entreprises auxquelles une avance récupérable a été accordée peut renoncer à exploiter les résultats du projet au cours de la réalisation de celui-ci ou dans les six mois qui suivent la fin de cette réalisation.

L'entreprise est totalement dispensée de rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle motive sa renonciation, dans un écrit adressé au Gouvernement, en exposant l'échec du projet au regard des objectifs techniques et commerciaux définis dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui la lient à la Région wallonne ;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Si les deux conditions visées à l'alinéa 2 ne sont pas réunies, l'entreprise rembourse à la Région wallonne le montant global reçu au titre de l'avance, sans intérêts.

Art. 15. Si l'entreprise exploite les résultats du projet, elle effectue des remboursements périodiques à la Région wallonne. Le montant global à rembourser est fonction de la réussite du projet par rapport à l'issue favorable définie, notamment en termes d'objectifs commerciaux, dans les dispositions contractuelles relatives au projet qui lient la Région wallonne et l'entreprise. Dans tous les cas, les remboursements sont augmentés d'un intérêt dont le taux est égal au taux de référence fixé par la Commission européenne.

En cas de réussite inférieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en une quote-part du montant global reçu au titre de l'avance. Cette quote-part est proportionnelle au degré de divergence notamment par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

En cas de réussite conforme à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance.

En cas de réussite supérieure à l'issue favorable, le montant global à rembourser, hors intérêts, consiste en le montant global reçu au titre de l'avance, augmenté d'un intéressement proportionnel au degré de divergence notamment par rapport aux objectifs commerciaux correspondant à l'issue favorable.

Art. 16. En cours d'exploitation des résultats du projet, l'entreprise est dispensée de continuer à rembourser l'avance si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° elle renonce à cette exploitation et en informe le Gouvernement par un écrit dans lequel elle motive sa décision par des raisons objectives ;

2° elle transfère à la Région wallonne, ou à toute entité désignée par celle-ci, les droits réels sur les résultats du projet.

Tous les remboursements antérieurs de l'entreprise restent acquis à la Région wallonne et elle reste redevable des montants à rembourser au cours de l'année civile de la renonciation. La dispense visée à l'alinéa 1^{er} prend effet à partir de l'année civile qui suit.

Art. 17. Les modalités des remboursements dans les divers cas de figure visés aux articles 14, 15 et 16 sont précisées dans les dispositions contractuelles, relatives au projet, qui lient la Région wallonne et la ou les entreprises.

Art. 18. Hormis les cas de transferts de droits visés aux articles 14 et 16, l'octroi d'une aide que vise la présente section n'a pas pour effet de conférer à la Région wallonne des droits réels sur les résultats du projet.

CHAPITRE III. — Des cumuls d'aides et des exclusions

Art. 19. Aucune dépense admissible que vise le présent arrêté ne peut être couverte par plus d'une aide que vise le présent arrêté.

Art. 20. 1° aucune dépense admissible que vise le présent arrêté ne peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent arrêté et par une aide de la Région wallonne autre que celles que vise le présent arrêté ;

2° aucune dépense admissible que vise le présent arrêté ne peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent arrêté et par une aide de toute autre entité publique belge.

Art. 21. N'est pas visé par l'article 20 le cumul d'aides qui découle de dispositions légales ou réglementaires belges, d'accords entre entités fédérées belges ou d'accords internationaux ou supranationaux. Dans ce cas, l'ensemble des aides sont prises en considération pour le respect de l'intensité maximale que vise le présent arrêté, sans préjudice de règles spécifiques en matière d'intensité découlant d'accords internationaux ou supranationaux.

Art. 22. Toute dépense admissible que vise le présent arrêté peut être couverte à la fois par une aide que vise le présent arrêté et par une ou plusieurs autres aides accordées par une entité publique étrangère, internationale ou supranationale. Dans ce cas, l'ensemble des aides sont prises en considération pour le respect de l'intensité maximale que vise le présent arrêté, sans préjudice de règles spécifiques en matière d'intensité découlant d'accords internationaux ou supranationaux.

Art. 23. Une entreprise en difficulté au 31 décembre 2019 ne bénéficie pas des aides que vise le présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Des critères d'évaluation

Section 1^{re}. — Le caractère innovant du projet

Art. 24. Le caractère innovant du projet est évalué et notamment sa contribution au progrès scientifique en termes d'acquisition de connaissances nouvelles.

Section 2. — La qualité, la faisabilité et la pertinence du projet

Art. 25. La qualité, la faisabilité et la pertinence du projet sont évaluées par rapport aux besoins socio-économiques de la Région wallonne.

Section 3. — La valorisation de l'innovation

Art. 26. Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, la capacité du promoteur à valoriser, du point de vue économique et du point de vue de l'emploi, le fruit de ces activités est évaluée. Cette évaluation porte notamment sur les retombées économiques et sociales, la capacité du promoteur à pénétrer un marché, l'existence d'un marché lucratif ou d'un besoin sociétal à rencontrer, les perspectives d'exploitation par le promoteur ou une tierce personne et l'incidence des droits intellectuels de projets concurrents.

Section 4. — La contribution au développement durable

Art. 27. La contribution de chaque projet au développement durable, tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, est évalué.

L'évaluation porte ainsi sur la prise en compte intégrée des impacts sociaux, environnementaux et économiques du projet à court et à long terme.

Section 5. — COVID-19

Art. 28. Le projet porte sur le COVID-19 et sur d'autres éléments liés à la lutte contre le virus, ce qui comprend la recherche sur les vaccins, les médicaments et les traitements, les dispositifs médicaux et l'équipement hospitalier et médical, les désinfectants, ainsi que les vêtements et l'équipement de protection, de même que les innovations de procédé permettant une fabrication efficiente des produits nécessaires.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à accorder des licences non exclusives, à des conditions de marché équitables, à des tiers dans l'Espace Economique Européen.

Section 6

Art. 29. La solidité financière de l'entreprise est évaluée en sollicitant la production d'un plan financier détaillant le financement du projet par l'entreprise.

Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, ce plan comporte les éléments permettant de juger de la capacité financière de l'entreprise à, d'une part, mener à bien les activités, et d'autre part, à exploiter les résultats attendus.

Au besoin, les preuves comptables et bancaires confirmant les données du plan financier peuvent être sollicitées.

Art. 30. Le degré de risque évident que comporte le projet est évalué de manière détaillée. Celui-ci peut être établi notamment en ce qui concerne les coûts du projet par rapport au chiffre d'affaires de l'entreprise, le temps à la mise au point du nouveau procédé ou produit, les bénéfices escomptés par rapport aux coûts du projet ou la probabilité d'échec.

Art. 31. Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, l'impact du projet de recherche sur l'emploi est évalué. L'évaluation de l'impact porte sur l'emploi créé ou maintenu grâce au projet de recherche, et tient compte des risques inhérents à la recherche.

Art. 32. Si le projet pour lequel une aide est sollicitée a commencé au 1^{er} février 2020 ou ultérieurement, l'effet incitatif est automatiquement présent.

Si le projet pour lequel une aide est sollicitée a commencé avant le 1^{er} février 2020, l'aide a un effet incitatif si celle-ci est nécessaire pour accélérer ou élargir la portée du projet.

CHAPITRE V. — Des procédures pour l'introduction des demandes d'aides

Section 1^{re}. — Des demandes d'aides introduites dans le cadre des appels à projets

Art. 33. Un document intitulé « Appel à projets » fixe les modalités spécifiques liées aux différents appels. La langue de travail est le français ou, le cas échéant, l'allemand.

Art. 34. L'appel à projet est diffusé, au moins sur site internet et au plus tard quinze jours avant la date ultime d'introduction des projets. Cet appel comprend au minimum :

- 1° le ou les types d'entités pouvant introduire un projet ;
- 2° les spécificités des projets visés par l'appel, en termes scientifiques, technologiques, non-technologiques, sociaux, industriels ou autres ;
- 3° les critères d'évaluation visés aux articles 24 à 32 ;
- 4° les critères d'évaluation propres à l'appel ;
- 5° la composition du jury, lequel comprend au moins un représentant du Ministre, un représentant du Ministre de l'Économie, quatre représentants du Conseil de la Politique scientifique et un représentant de l'Administration ;
- 6° la manière dont le jury classe les projets en fonction des critères d'évaluation ;
- 7° le budget d'aide prévisionnel global réservé à l'appel ;
- 8° la ou les intensités des aides au sens de l'arrêté ;
- 9° la date limite de dépôt des projets ;
- 10° le délai dans lequel le jury se réunira, ce délai ne pouvant dépasser deux mois après la date limite de dépôt des projets.

Art. 35. Chaque projet fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les cinq jours calendrier et mentionnant la date de réception ainsi que les coordonnées d'une personne de contact.

Art. 36. Après la date limite de dépôt des projets, ne seront pris en considération que les éléments qui sont communiqués en réponse à une demande de l'Administration dans le cadre du travail d'évaluation. La demande de l'Administration ne peut porter que sur des renseignements supplémentaires n'ayant pas pour effet de remédier à des irrégularités du projet, tel que déposé initialement.

Art. 37. L'Administration participe au processus d'évaluation en remettant un avis sur les projets introduits dans le cadre des appels à projets.

L'Administration évalue les projets selon les critères fixés dans l'appel à projets, avec l'aide éventuelle d'autres départements du Service public de Wallonie. Seul l'avis de l'Administration est transmis au jury.

L'Administration peut faire appel à des experts indépendants, éventuellement internationaux, pour l'aider dans sa tâche.

L'Administration transmet au jury son avis sur l'éligibilité des projets et tous les éléments liés à l'évaluation de l'ensemble des projets.

Lorsqu'il est en possession de l'avis de l'Administration sur l'éligibilité des projets, le jury se réunit afin d'évaluer et de classer les projets.

Art. 38. Dans les deux semaines suivant la réception de la proposition du jury sur le classement des projets, le Ministre prend la décision concernant le financement des projets.

Art. 39. Lorsque le Ministre a pris sa décision, l'Administration la notifie à chaque promoteur dans un délai d'une semaine.

Les informations relatives aux motifs de refus des projets non retenus peuvent être consultées par les promoteurs concernés auprès de l'Administration.

Art. 40. Pour les projets faisant l'objet d'une décision favorable, l'Administration rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur conformément à la décision prise par le Ministre. Cette convention doit être signée par les promoteurs dans le calendrier fixé par le Ministre.

La convention porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° les modalités de remboursement des avances récupérables ;
- 2° la description du projet déposé par le promoteur ;
- 3° le plan de travail et le calendrier de réalisation du projet ;
- 4° le budget alloué au projet ;
- 5° les dépenses admissibles ;
- 6° les obligations de secret et de confidentialité ;
- 7° les modalités de liquidation des aides, notamment leur périodicité ;
- 8° les éléments relatifs à la propriété intellectuelle et à l'exploitation des résultats du projet ;
- 9° les modalités de publicité de l'aide ;
- 10° les modalités de contrôle des clauses de la convention et de la législation relative aux marchés publics.

Section 2. — Des demandes d'aides soumises à l'évaluation scientifique, technique, économique, d'emploi, financière et de développement durable, en dehors des appels à projets

Art. 41. Le promoteur souhaitant obtenir une subvention ou une avance récupérable introduit un projet auprès de l'Administration. L'introduction de la demande fait l'objet d'un accusé de réception, envoyé au promoteur dans les cinq jours calendrier et mentionnant la date de réception ainsi que le nom de l'agent chargé de l'instruction du dossier. La langue de travail est le français ou, le cas échéant, l'allemand.

Art. 42. Lorsque l'Administration ne dispose pas de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, elle demande au promoteur des éléments complémentaires, dans le mois suivant de la réception du projet.

Si le promoteur ne donne pas suite à cette demande dans le mois suivant de sa réception, il est censé avoir retiré le projet. Dans cette hypothèse, l'Administration notifie au promoteur la clôture du dossier. Ce dernier dispose d'un délai de deux semaines pour introduire un recours auprès du Ministre et solliciter la réouverture du dossier.

Chaque demande de renseignements complémentaires ouvre un nouveau délai de trente jours calendrier. Dans tous les cas, le délai total entre la date de l'accusé de réception du projet et la date à laquelle l'Administration dispose de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet ne peut pas dépasser deux mois.

Il peut aviser l'Administration qu'il sollicite une prolongation de dépôt de dossier. La demande ne peut pas prolonger de plus de quatre mois le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 43. Dans un délai de deux semaines à dater du moment où elle est en possession de tous les éléments nécessaires à l'évaluation du projet, l'Administration rédige une proposition motivée concernant l'octroi ou le refus de l'aide sollicitée, mentionnant notamment l'évaluation du projet suivant les critères généraux et spécifiques.

Art. 44. Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant inférieur à 150.000 euros, l'Administration adresse au Ministre la proposition motivée.

Pour tout projet faisant l'objet d'une aide d'un montant égal ou supérieur à 150.000 euros, la proposition motivée est examinée par un collège préalablement à sa transmission au Ministre.

Le collège est composé au minimum de deux membres de l'Administration et d'un représentant du Ministre. Le collège adapte au besoin la proposition de décision motivée et l'adresse au Ministre.

Dans les deux semaines suivant la réception de la proposition, le Ministre remet une décision de principe à l'Administration, qui en informe le promoteur. Dans les deux semaines à dater de la réception de la décision de principe du Ministre, le promoteur peut adresser à l'Administration un exposé des raisons pour lesquelles il sollicite une réouverture du dossier.

L'Administration rédige une note complémentaire et la transmet, ainsi que l'exposé du promoteur, au Ministre qui peut décider de revoir sa décision en fonction des éléments nouveaux apportés au dossier.

Art. 45. Si le Ministre décide d'octroyer une aide, l'Administration rédige un projet de convention régissant les rapports entre la Région et le promoteur, dans le respect du décret et du présent arrêté.

La convention porte notamment sur les éléments suivants :

- 1° les modalités de remboursement des avances récupérables ;
- 2° la description du projet déposé par le promoteur ;
- 3° le plan de travail et le calendrier de réalisation du projet ;
- 4° le budget alloué au projet ;
- 5° les dépenses admissibles ;
- 6° les obligations de secret et de confidentialité ;
- 7° les modalités de liquidation des aides, notamment leur périodicité ;
- 8° les éléments relatifs à la propriété intellectuelle et à l'exploitation des résultats du projet ;
- 9° les modalités de publicité de l'aide ;
- 10° les modalités de contrôle des clauses de la convention et de la législation relative aux marchés publics.

Art. 46. Dans un délai de trente jours calendrier à dater de la décision du Ministre d'octroyer une aide, l'Administration adresse au promoteur la décision motivée et, le cas échéant, le projet de convention visé à l'article 45.

Les informations relatives aux motifs de refus des projets non retenus peuvent être consultées par les promoteurs concernés auprès de l'Administration.

CHAPITRE VI. — *De la subvention et de l'avance récupérable**Section 1^{re}. — Dispositions communes aux subventions et avances récupérables*

Art. 47. Un arrêté du Ministre, ou s'il échet du Gouvernement, détermine notamment l'objet, le montant et le bénéficiaire de la subvention ou de l'avance récupérable.

Art. 48. Le promoteur adresse à l'Administration :

1° au cours de la réalisation des activités couvertes par l'aide :

a) des rapports d'activités, accompagnées du relevé des dépenses afférentes à la période à laquelle ils se rapportent ;

b) des rapports scientifiques et techniques ;

2° des rapports d'exploitation des activités couvertes par l'aide ;

3° des rapports d'utilisation des résultats des activités couvertes par l'aide ;

4° des rapports relatifs aux indicateurs tels que prévus dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 pris en application de l'article 123 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie ;

5° des rapports d'évaluation aux échéances convenues.

Art. 49. La forme, le contenu et la fréquence des rapports visés à l'article 48 sont déterminés dans l'arrêté visé à l'article 47.

Chacun de ces rapports doit parvenir à l'Administration dans les trente jours calendrier suivant la période à laquelle il se rapporte.

Art. 50. Le promoteur informe l'Administration par écrit et dans un délai n'excédant pas trente jours calendrier de toute :

1° modification apportée à ses statuts ;

2° modification de son actionnariat affectant plus du cinquième de son capital ;

3° opération affectant de manière significative, soit son capital, soit la nature de ses activités, soit la localisation de celles-ci.

Section 2. — Dispositions spécifiques aux avances récupérables

Art. 51. Toute convention comprend un scénario circonstancié d'issue favorable, laquelle correspond à la réussite commerciale du projet notamment en termes de chiffre d'affaires, de volume de vente, de parts de marchés et, s'il échet, d'insertion dans les réseaux.

En cas de réussite supérieure à l'issue favorable du projet, le remboursement de l'avance récupérable, intérêts compris, ne peut excéder deux fois son montant nominal.

Art. 52. Le taux d'intérêt appliqué aux remboursements est l'Euribor à un an ou le taux IBOR à un an applicable en Belgique visé dans la Communication de la Commission relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation (2008/C 14/02) si ce dernier est supérieur, majoré de 100 points de base. Il s'agit du taux en vigueur le premier jour du mois de l'arrêté d'octroi.

Section 3. — Du remboursement de la subvention ou de l'avance récupérable

Art. 53. Le promoteur rembourse à la Région wallonne, sur la demande de l'Administration, la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par l'Administration après contrôle de la justification des dépenses :

1° en cas de suspension ou de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable ;

2° en cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable ;

3° lorsque les activités couvertes par l'aide prennent fin.

Art. 54. Sur la demande de l'Administration, le promoteur rembourse à la Région wallonne tout ou partie de la différence entre les montants liquidés et les montants acceptés par l'Administration après contrôle de la justification des dépenses, lorsque cette différence excède la part de la subvention ou de l'avance récupérable dans les dépenses admissibles prévues pour les trois mois à venir.

Art. 55. En cas de suspension de la subvention ou de l'avance récupérable en vertu de l'article 56, 3° et 4°, ou en cas de retrait de la subvention ou de l'avance récupérable, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à la réception par le promoteur de la notification de la suspension ou du retrait non précédé de suspension.

En cas de renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable de la part du promoteur, ne sont prises en considération que les dépenses se rapportant à la période antérieure à l'envoi par le promoteur de sa renonciation.

Section 4. — De la suspension et du retrait de la subvention ou de l'avance récupérable

Art. 56. Le Ministre peut suspendre la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable :

1° en cas de non-respect de l'article 49, alinéa 2 ;

2° en cas de non-respect de l'article 50 ;

3° lorsque le promoteur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de concordat, d'une mise en liquidation, volontaire ou non, ou d'une dissolution ;

4° lorsque la mauvaise situation financière du promoteur compromet la bonne exécution du projet ou les perspectives d'exploitation des résultats du projet par le promoteur ;

5° en cas d'évaluation négative suite aux rapports remis en vertu de l'article 48, 5°.

Art. 57. Le Ministre peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable :

1° dans les cas visés à l'article 56, 3°, 4° et 5°;

2° lorsqu'il apparaît raisonnablement qu'en raison de modifications majeures intervenues dans le contexte économique et technique, les objectifs, tels qu'évalués au moment de l'instruction du projet, ne sont plus à la portée du promoteur.

Dans tous les cas de retraits visés à l'alinéa 1^{er}, la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable.

Art. 58. L'Administration peut retirer au promoteur le bénéfice de la subvention ou de l'avance récupérable lorsque le promoteur est demeuré plus de quarante-cinq jours ouvrables sans donner suite à une mise en demeure d'exécuter une de ses obligations que l'Administration lui a notifiée par lettre recommandée à la poste.

Dans ce cas :

1° la Région wallonne clôture la liquidation de la subvention ou de l'avance récupérable ;

2° le promoteur qui bénéficie d'une subvention est tenu de rembourser à la Région wallonne l'ensemble des montants liquidés au titre de la subvention, après déduction des montants déjà remboursés ;

3° le promoteur qui bénéficie d'une avance récupérable est tenu de rembourser à la Région wallonne l'ensemble des montants liquidés au titre d'avance récupérable, après déduction des montants déjà remboursés.

Section 5. — De la renonciation à la subvention ou à l'avance récupérable

Art. 59. Le promoteur peut renoncer à la subvention ou à l'avance récupérable au cours des activités couvertes par l'aide, dans la mesure où l'y autorisent des stipulations, relatives à la subvention ou à l'avance récupérable, qui le lieraient à la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — Du « Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation »

Art. 60. Le Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation constitué par le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie est alimenté :

1° par les remboursements des avances récupérables que vise le présent arrêté, à l'exception des avances récupérables accordées à charge des crédits budgétaires relatifs à la politique de l'énergie ;

2° par toutes les autres sommes versées à la Région wallonne en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — Secret

Art. 61. Tout document ou information qu'une entité communique au Gouvernement afin de bénéficier d'une aide que vise le présent arrêté est secret, au sens de l'article 6, § 2, 2°, du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, pour autant que l'entité indique qu'il présente ce caractère.

Art. 62. Tout document ou information qu'une entité communique au Gouvernement en vertu de ses obligations de bénéficiaire d'une aide que vise le présent arrêté est secret, au sens de l'article 6, § 2, 2°, du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, pour autant que l'entité indique qu'il présente ce caractère.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 63. Les délais que vise le présent arrêté sont suspendus du 16 juillet au 15 août 2020.

Lorsqu'un délai que vise le présent arrêté vient à expiration un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est prolongé jusqu'au premier jour suivant qui n'est ni un samedi, ni un dimanche, ni un jour férié légal.

Art. 64. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2020 et prendra fin le 31 décembre 2020.

Art. 65. Le Ministre de la Recherche et de l'Innovation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/41153]

29. APRIL 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 27 über die Unterstützung von Forschung und Entwicklung in der Wallonie innerhalb des Befristeten Rahmens für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20 und 87 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Befristeten Rahmens für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19 C(2020) 1863;

Aufgrund des Genderberichts, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. April 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich seit Beginn des Monats März 2020 versammelt;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und vorläufige Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe angehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

In der Erwägung, dass sich die Gefahr auf das gesamte Staatsgebiet erstreckt; dass es im allgemeinen Interesse liegt, dass bei der Ergreifung von Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung konsequent vorgegangen wird, um deren Wirksamkeit zu maximieren;

Aufgrund der Dringlichkeit, dadurch begründet, dass die COVID-19-Gesundheitskrise einen schwerwiegenden Einfluss auf die Gesundheit und das Leben der wallonischen Bevölkerung hat;

Dass es notwendig ist, so schnell wie möglich Lösungen zu finden, um die COVID-19-Gesundheitskrise zu bewältigen, einschließlich mittels Lösungen im Bereich der Diagnose und durch die Entwicklung und Validierung von Behandlungsverfahren und Impfstoffen;

Dass Forschung und Entwicklung als unverzichtbare Instrumente zur Entwicklung dieser Lösungen erscheinen;

Dass es wichtig ist, den Unternehmen, die in der Lage sind, solche Lösungen zu entwickeln, so schnell wie möglich finanziell helfen zu können, um ihnen die Möglichkeit zu geben, so schnell wie möglich zu reagieren;

In der Erwägung, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte und dass die Dringlichkeit daher gerechtfertigt ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Forschung und Innovation;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und Bezugnahme auf den "Befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19"*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Regierung: die Wallonische Regierung;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die neuen Technologien und die Forschung gehören;

3° Projektträger: eine oder mehrere juristische Personen, die zur Beantragung einer Beihilfe nach vorliegendem Erlass berechtigt sind;

4° Verwaltung: die Verwaltungsdienste der Regierung, die für Aktionen der Wallonischen Region im Bereich der neuen Technologien und der Forschung zuständig sind;

5° Projekt: alle von einem Projektträger ausgestellten Dokumente, die in Bezug auf ein Produkt, ein Verfahren oder eine Dienstleistung die verfolgten Ziele und die zu ihrer Erreichung erforderlichen personellen und materiellen Ressourcen beschreiben.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet die "industrielle Forschung" eine geplante Forschung oder kritische Untersuchungen zur Gewinnung neuer Kenntnisse und Fertigkeiten mit dem Ziel, neue Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen zu entwickeln oder eine wesentliche Verbesserung bestehender Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen herbeizuführen. Sie umfasst die Schaffung von Komponenten komplexer Systeme und kann den Bau von Prototypen in einer Laborumgebung oder in einer Umgebung mit simulierten Schnittstellen zu bestehenden Systemen sowie Pilotlinien umfassen, wo dies für die industrielle Forschung, einschließlich der Validierung generischer Technologien, erforderlich ist.

Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet die "experimentelle Entwicklung" den Erwerb, die Kombination, Gestaltung und Nutzung wissenschaftlicher, technologischer, kommerzieller und anderer relevanter Kenntnisse und Fertigkeiten zum Zweck der Entwicklung neuer oder verbesserter Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen. Sie kann zum Beispiel auch Aktivitäten umfassen, die auf die theoretische Definition und Planung neuer Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen sowie die Aufzeichnung von Informationen über diese Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen abzielen. Die experimentelle Entwicklung kann die Herstellung von Prototypen, die Demonstration, die Entwicklung von Pilotprojekten, das Testen und die Validierung neuer oder verbesserter Produkte, Verfahren oder Dienstleistungen in Umgebungen umfassen, die für die Bedingungen des realen Lebens repräsentativ sind, wenn das Hauptziel darin besteht, auf technischer Ebene weitere Verbesserungen an im Wesentlichen noch nicht "feststehenden" Produkten, Verfahren oder Dienstleistungen vorzunehmen.

Die experimentelle Entwicklung kann die Entwicklung von kommerziell nutzbaren Prototypen und Pilotprojekten einschließen, die zwangsläufig kommerzielle Endprodukte sind und deren Herstellung allein für Demonstrations- und Validierungszwecke zu teuer wäre. Die experimentelle Entwicklung umfasst keine routinemäßigen oder regelmäßigen Änderungen an bestehenden Produkten, Produktionslinien, Herstellungsverfahren, Dienstleistungen oder anderen laufenden betrieblichen Prozessen, selbst wenn diese Änderungen Verbesserungen darstellen sollten.

Art. 4 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Unternehmen in Schwierigkeiten" ein Unternehmen, das mindestens eine der folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- im Falle einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Aktiengesellschaft, Kommanditgesellschaft auf Aktien, Privatgesellschaft mit beschränkter Haftung, Genossenschaft mit beschränkter Haftung) mit der Ausnahme eines seit weniger als 3 Jahren bestehenden kleinen oder mittleren Unternehmens, wenn mehr als die Hälfte ihres Stammkapitals infolge aufgelaufener Verluste verlorengegangen ist. Dies ist der Fall, wenn sich nach Abzug der aufgelaufenen Verluste von den Rücklagen (und allen sonstigen Elementen, die im Allgemeinen den Eigenmitteln des Unternehmens zugerechnet werden) ein negativer kumulativer Betrag ergibt, der mehr als der Hälfte des gezeichneten Stammkapitals entspricht. Der Begriff "Stammkapital" umfasst gegebenenfalls alle Agios;

- im Falle von Gesellschaften, bei denen zumindest einige Gesellschafter unbeschränkt für die Schulden der Gesellschaft (offene Handelsgesellschaft, einfache Kommanditgesellschaft und Genossenschaft mit unbeschränkter Haftung), mit der Ausnahme eines seit weniger als 3 Jahren bestehenden kleinen oder mittleren Unternehmens, haften, wenn mehr als die Hälfte der in den Geschäftsbüchern ausgewiesenen Eigenmittel infolge aufgelaufener Verluste verlorengegangen ist;

- wenn das Unternehmen Gegenstand eines Gesamtinsolvenzverfahrens ist oder die Voraussetzungen für die Eröffnung eines solchen Verfahrens auf Antrag seiner Gläubiger erfüllt;

- wenn das Unternehmen eine Rettungsbeihilfe erhalten hat und das Darlehen noch nicht zurückgezahlt hat oder die Bürgschaft beendet hat, oder es eine Umstrukturierungsbeihilfe erhalten hat und immer noch einem Umstrukturierungsplan unterliegt;

- im Falle eines Unternehmens, das kein K.M.U. ist, wenn in den vergangenen beiden Jahren:

* der buchwertbasierte Verschuldungsgrad über 7,5 und

* das Verhältnis des EBITDA zu den Zinsaufwendungen unter 1,0 liegt.

Art. 5 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Kleinunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und das mit der Definition der Kleinunternehmen oder Mikrounternehmen des Anhangs I zur Verordnung Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union übereinstimmt.

2° "Mittelunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und das mit der Definition der Mittelunternehmen des Anhangs I zur Verordnung Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union übereinstimmt;

3° "Großunternehmen": jedes Unternehmen, das als Handelsgesellschaft gegründet wurde, das, falls nicht anders vorgesehen, mindestens einen Betriebssitz in der Wallonie hat und weder ein Kleinunternehmen, noch ein Mittelunternehmen ist;

4° "Unternehmen": jedes Kleinunternehmen, Mittelunternehmen oder Großunternehmen.

Art. 6 - Die in vorliegendem Erlass genannten Beihilfen werden gemäß den Bedingungen des "Befristeten Rahmens für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19" (2020/C 91 I/01) gewährt.

KAPITEL II — Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse an die Unternehmen

Abschnitt 1 — Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der industriellen Forschung

Art. 7 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der industriellen Forschung, das von einem oder mehreren Unternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm oder ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags auf der Grundlage der von dem Aufrufausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Aufruf angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, beschäftigungsrelevanten, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, beschäftigungsrelevanten, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 8 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemeinkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Wenn der Zweck des Antrags darin besteht, die am 1. Februar 2020 bereits laufenden Arbeiten zu beschleunigen oder den Umfang eines am 1. Februar 2020 bereits laufenden Projekts zu erweitern, sind nur die zusätzlichen Kosten im Zusammenhang mit den Bemühungen um eine Beschleunigung oder Erweiterung des Projektumfangs zulässig.

Um zulässig zu sein, müssen die Ausgaben getätigt, in Rechnung gestellt, und Gegenstand einer Forderungserklärung sein, die der Verwaltung bis spätestens 30. November 2020 übermittelt wird.

Art. 9 - Die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, kann folgende Sätze erreichen:

- 1° 80 für ein Klein- oder Mittelunternehmen;
- 2° 60 für ein Großunternehmen.

Art. 10 - Die Gewährung des Zuschusses bewirkt nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

*Abschnitt 2 — Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse
für Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung*

Art. 11 - Für die Durchführung eines Projekts im Bereich der experimentellen Entwicklung, das von einem oder mehreren Unternehmen eingereicht wird, kann die Regierung ihm oder ihnen einen Zuschuss gewähren:

1° entweder im Rahmen eines Projektauftrags auf der Grundlage der von dem Auftragsausschuss vorgeschlagenen Rangordnung der Projekte nach in diesem Auftrag angeführten wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, beschäftigungsrelevanten, finanziellen und umweltrelevanten Kriterien;

2° oder auf der Grundlage der wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, beschäftigungsrelevanten, finanziellen und umweltrelevanten Bewertung, die die Regierung alleine oder unter Mitwirkung externer Sachverständiger vornehmen kann.

Art. 12 - Die von dem Zuschuss gedeckten, zulässigen Ausgaben sind:

1° die Personalausgaben für die Forscher, Techniker und das sonstige Unterstützungspersonal, insofern sie der Durchführung des Projekts zugewiesen sind;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für die Durchführung des Projekts benutzt werden; wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer für die Durchführung des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten zulässig, die der Dauer des Projekts entsprechen und in Übereinstimmung mit den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, technische Kenntnisse und Patente, die gekauft wurden oder Gegenstand von Lizenzen bei externen Quellen zu marktüblichen Preisen sind, wenn das Geschäft zu normalen Wettbewerbsbedingungen stattgefunden hat und es keine wettbewerbsbeschränkende Absprache gibt, sowie für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Umsetzung des Projekts benutzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemerkosten, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden;

5° sonstige Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die infolge der Durchführung des Projekts direkt getragen werden.

Falls Demonstrations- oder Pilotprojekte aus der Tätigkeit im Bereich der experimentellen Entwicklung, auf die sich die Beihilfe bezieht, zu gewerblichen Zwecken benutzt werden, wird jede von einer solchen Benutzung herrührende Einnahme von den zulässigen Ausgaben abgezogen.

Wenn der Zweck des Antrags darin besteht, die am 1. Februar 2020 bereits laufenden Arbeiten zu beschleunigen oder den Umfang eines am 1. Februar 2020 bereits laufenden Projekts zu erweitern, sind nur die zusätzlichen Kosten im Zusammenhang mit den Bemühungen um eine Beschleunigung oder Erweiterung des Projektumfangs zulässig.

Um zulässig zu sein, müssen die Ausgaben getätigt, in Rechnung gestellt, und Gegenstand einer Forderungserklärung sein, die der Verwaltung bis spätestens 30. November 2020 übermittelt wird.

Art. 13 - Für jedes Forschungsprojekt, bei dem sich der Betrag der Beihilfe auf weniger als oder höchstens 2.000.000€ beläuft, kann die Zuschussintensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen:

- 1° 80 für ein Klein- oder Mittelunternehmen;
- 2° 60 für ein Großunternehmen.

Für jedes Forschungsprojekt, bei dem sich der Betrag der Beihilfe auf mehr als 2.000.000€ beläuft:

besteht der Teil der Beihilfe zwischen 0 € und 2.000.000 € aus einem Zuschuss, dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen kann:

- 1° 80 für ein Klein- oder Mittelunternehmen;
- 2° 60 für ein Großunternehmen.

Der Teil der Beihilfe, der 2.000.000 € übersteigt, besteht aus einem rückforderbaren Vorschuss, dessen Intensität, ausgedrückt in Prozent der zulässigen Ausgaben vor Steuern und sonstigen Abgaben, folgende Sätze erreichen kann:

- 1° 80 für ein Klein- oder Mittelunternehmen;
- 2° 60 für ein Großunternehmen.

Art. 14 - Das Unternehmen oder jedes derjenigen Unternehmen, denen ein rückforderbarer Vorschuss gewährt wurde, kann darauf verzichten, die Ergebnisse des Projekts im Laufe dessen Durchführung oder innerhalb von sechs Monaten nach Ende dieser Durchführung, zu verwerten.

Das Unternehmen wird von der Rückerstattung des Vorschusses völlig freigestellt, wenn die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° in einem an die Regierung gerichteten Schreiben begründet es seinen Verzicht unter Darlegung des Misserfolgs des Projekts angesichts der technischen und kommerziellen Zielsetzungen in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die es mit der Wallonischen Region binden;

2° es überträgt der Wallonischen Region oder jeder von letzterer bestellten Körperschaft die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Wenn die beiden in Absatz 2 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind, zahlt das Unternehmen der Wallonischen Region den gesamten, als Vorschuss erhaltenen Betrag zinsfrei zurück.

Art. 15 - Wenn das Unternehmen die Ergebnisse des Projekts verwertet, führt es regelmäßige Rückzahlungen an die Wallonische Region durch. Der zurückzuzahlende Gesamtbetrag hängt von dem Erfolg des Projekts im Verhältnis zum günstigen Ergebnis ab, das in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt, die das Unternehmen mit

der Wallonischen Region binden, festgelegt ist, insbesondere hinsichtlich der kommerziellen Zielsetzungen. In allen Fällen werden die Rückzahlungen um einen Zins erhöht, dessen Satz dem von der Europäischen Kommission festgelegten Richtsatz entspricht.

Liegt der Erfolg unter dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf einen Anteil des als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrags. Dieser Anteil steht im Verhältnis zur Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen.

Entspricht der Erfolg dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag.

Liegt der Erfolg über dem günstigen Ergebnis, beläuft sich der gesamte zurückzuzahlende Betrag außer Zinsen auf den als Vorschuss erhaltenen Gesamtbetrag, zuzüglich einer Beteiligung, die mit der Abweichung von den kommerziellen Zielsetzungen, die einem günstigen Ergebnis entsprechen, im Verhältnis steht.

Art. 16 - Im Laufe der Verwertung der Ergebnisse des Projekts wird das Unternehmen von der weiteren Rückzahlung des Vorschusses freigestellt, wenn die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° es verzichtet auf diese Verwertung und informiert die Regierung darüber in einem Schreiben, in dem es seinen Beschluss durch objektive Gründe rechtfertigt;

2° es überträgt der Wallonischen Region oder jeder von letzterer bestellten Körperschaft die dinglichen Rechte an den Ergebnissen des Projekts.

Alle vorherigen Rückzahlungen des Unternehmens bleiben im Besitz der Wallonischen Region und das Unternehmen bleibt die Beträge schuldig, die im Laufe des Kalenderjahrs, in dem der Verzicht stattgefunden hat, zurückzuzahlen sind. Die im ersten Absatz angeführte Freistellung wird ab dem darauffolgenden Kalenderjahr wirksam.

Art. 17 - Die Modalitäten für die Rückzahlungen in den verschiedenen Fällen, die in den Artikeln 14, 15 und 16 erwähnt sind, werden in den vertraglichen Bestimmungen betreffend das Projekt festgelegt, die die Wallonische Region mit dem oder den Unternehmen binden.

Art. 18 - Abgesehen von den in den Artikeln 14 und 16 erwähnten Fällen, in denen die Rechte übertragen werden, bewirkt die Gewährung einer in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Beihilfe nicht, dass der Wallonischen Region dingliche Rechte an den Projektergebnissen verliehen werden.

KAPITEL III — Kumulierung von Beihilfen und Ausschlüsse

Art. 19 - Es darf keine zulässige Ausgabe im Sinne des vorliegenden Erlasses durch mehr als eine Beihilfe im Sinne des vorliegenden Erlasses gedeckt werden.

Art. 20 - 1° Es darf keine zulässige Ausgabe im Sinne des vorliegenden Erlasses durch eine Beihilfe im Sinne des vorliegenden Erlasses und durch andere als die in diesem Erlass genannte Beihilfen der Wallonischen Region zugleich gedeckt werden.

2° Es darf keine im Sinne des vorliegenden Erlasses zulässige Ausgabe durch eine Beihilfe im Sinne des vorliegenden Erlasses und durch eine Beihilfe einer anderen belgischen öffentlichen Körperschaft zugleich gedeckt werden.

Art. 21 - Artikel 20 gilt nicht für das gleichzeitige Erhalten von Beihilfen, das sich aus belgischen gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, aus Abkommen zwischen belgischen Teilentitäten oder aus internationalen bzw. übernationalen Abkommen ergibt. In diesem Fall sind unbeschadet besonderer Intensitätsregeln, die sich aus internationalen oder supranationalen Vereinbarungen ergeben, alle Beihilfen für die Einhaltung der in diesem Erlass genannten maximalen Intensität zu berücksichtigen.

Art. 22 - Jede zulässige Ausgabe im Sinne vorliegenden Erlasses kann durch eine Beihilfe im Sinne vorliegenden Erlasses und eine oder mehrere sonstige Beihilfen, die durch eine ausländische, internationale oder übernationale öffentliche Körperschaft gewährt werden, zugleich gedeckt werden. In diesem Falle wird für die Einhaltung der maximalen Zuschussintensität im Sinne vorliegenden Erlasses die Gesamtheit der Beihilfen berücksichtigt, unbeschadet von spezifischen Regeln für die Intensität, die sich aus internationalen bzw. übernationalen Abkommen ergeben.

Art. 23 - Ein Unternehmen in Schwierigkeiten am 31. Dezember 2019 hat keinen Anspruch auf die in dem vorliegenden Erlass genannten Beihilfen.

KAPITEL IV — Bewertungskriterien

Abschnitt 1 — Der innovative Charakter des Projekts

Art. 24 - Bewertet wird der innovative Charakter des Projekts und insbesondere sein Beitrag zum wissenschaftlichen Fortschritt im Hinblick auf den Erwerb neuer Kenntnisse.

Abschnitt 2 — Qualität, Durchführbarkeit und Relevanz des Projekts

Art. 25 - Die Qualität, Durchführbarkeit und Relevanz des Projekts werden in Bezug auf die sozioökonomischen Bedürfnisse der wallonischen Region bewertet.

Abschnitt 3 — Verwertung der Innovation

Art. 26 - Wenn das Projekt Aktivitäten der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung umfasst, wird die Fähigkeit des Projektträgers bewertet, die Ergebnisse dieser Aktivitäten sowohl in wirtschaftlicher Hinsicht als auch in Bezug auf die Beschäftigung zu verwerten. Diese Bewertung umfasst die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen, die Fähigkeit des Projektträgers, einen Markt zu durchdringen, das Vorhandensein eines lukrativen Marktes oder eines gesellschaftlichen Bedarfs, die Aussichten für eine Verwertung durch den Projektträger oder einen Dritten sowie die Auswirkungen der geistigen Eigentumsrechte konkurrierender Projekte.

Abschnitt 4 — Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung

Art. 27 - Der Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung wird bewertet.

Die Bewertung konzentriert sich auf die integrierte Berücksichtigung der sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Auswirkungen des Projekts auf kurze und lange Sicht.

Abschnitt 5 — COVID-19

Art. 28 - Das Projekt konzentriert sich auf COVID-19 und andere Komponenten im Zusammenhang mit der Kontrolle des Virus, einschließlich der Forschung über Impfstoffe, Arzneimittel und Behandlungen, medizinische Geräte und Krankenhaus- und medizinische Ausrüstung, Desinfektionsmittel, Schutzkleidung und -ausrüstung sowie Prozessinnovationen zur effizienten Herstellung der erforderlichen Produkte.

Der Beihilfeempfänger verpflichtet sich, nicht-exklusive Lizenzen zu fairen Marktbedingungen an Dritte im Europäischen Wirtschaftsraum zu vergeben.

Abschnitt 6

Art. 29 - Die finanzielle Solidität des Unternehmens wird bewertet, indem die Erstellung eines Finanzplans angefordert wird, in dem die Finanzierung des Projekts durch das Unternehmen im Einzelnen dargelegt wird.

Wenn das Projekt industrielle Forschungs- oder experimentelle Entwicklungsaktivitäten umfasst, enthält der Plan die Elemente, die es ermöglichen, die finanzielle Kapazität des Unternehmens zur Durchführung der Aktivitäten einerseits und zur Nutzung der erwarteten Ergebnisse andererseits zu beurteilen.

Falls erforderlich, können Buchhaltungs- und Bankbelege angefordert werden, die die Daten im Finanzplan bestätigen.

Art. 30 - Der eindeutige Gefahregrad, der mit dem Projekt verbunden ist, wird im Detail bewertet. Dieser kann insbesondere in Bezug auf die Projektkosten im Verhältnis zum Umsatz des Unternehmens, die für die Entwicklung des neuen Verfahrens oder Produkts benötigte Zeit, den erwarteten Nutzen im Verhältnis zu den Projektkosten oder die Wahrscheinlichkeit eines Scheiterns festgestellt werden.

Art. 31 - Wenn das Projekt industrielle Forschung oder experimentelle Entwicklungstätigkeiten umfasst, werden die Auswirkungen des Forschungsprojekts auf die Beschäftigung bewertet. Die Bewertung der Auswirkungen konzentriert sich auf die durch das Forschungsprojekt geschaffenen oder erhaltenen Arbeitsplätze und berücksichtigt die mit der Forschung verbundenen Risiken.

Art. 32 - Wenn das Projekt, für das die Beihilfe beantragt wird, am oder nach dem 1. Februar 2020 begonnen hat, ist der Anreizeffekt automatisch gegeben.

Wenn das Projekt, für das die Beihilfe beantragt wird, vor dem 1. Februar 2020 begonnen hat, hat die Beihilfe einen Anreizeffekt, wenn sie zur Beschleunigung oder Erweiterung des Projektumfangs erforderlich ist.

*KAPITEL V. — Verfahren für die Einreichung der Beihilfeanträge**Abschnitt 1 — Im Rahmen von Projektaufufen eingereichte Beihilfeanträge*

Art. 33 - Ein Dokument mit dem Titel "Projektaufruf" legt die spezifischen Modalitäten für die verschiedenen Aufrufe fest.

Art. 34 - Der Aufruf zur Einreichung von Projekten wird mindestens auf der Internetseite und spätestens 15 Tage vor Ablauf der Frist für die Einreichung von Projekten veröffentlicht. Dieser Aufruf umfasst mindestens:

- 1° die Art(en) der Körperschaft(en), die ein Projekt einführen können;
- 2° die Besonderheiten der Projekte, die Gegenstand des Aufrufs sind, in wissenschaftlicher, technologischer, nicht technologischer, sozialer, industrieller oder anderer Hinsicht;
- 3° die Bewertungskriterien nach Art. 24 bis 32;
- 4° die spezifischen Bewertungskriterien für den Aufruf;
- 5° die Zusammensetzung des Ausschusses, der über die Projekte befindet, und der mindestens einen Vertreter des Ministers, einen Vertreter des Wirtschaftsministers, vier Vertreter des Pools "Wissenschaftspolitik" und einen Vertreter der Verwaltung umfasst;
- 6° die Art und Weise, wie der Ausschuss die Projekte unter Berücksichtigung der Bewertungskriterien einordnet;
- 7° eine für den Aufruf vorgesehene Globalschätzung der für die Beihilfen bereitzustellenden Mittel;
- 8° die Intensität(en) der Beihilfen im Sinne des Erlasses;
- 9° der äußerste Termin für die Einreichung von Projekten;
- 10° die Frist, innerhalb derer der Ausschuss zusammentritt, die zwei Monate nach dem äußersten Termin für die Einreichung von Projekten nicht überschreiten darf.

Art. 35 - Jedes Projekt ist Gegenstand einer Empfangsbestätigung, die dem Projektträger innerhalb von fünf Kalendertagen gesandt wird und das Eingangsdatum sowie die Personalien einer Kontaktperson angibt.

Art. 36 - Nach Ablauf der Frist für die Einreichung von Projekten werden nur noch diejenigen Elemente berücksichtigt, die auf Anfrage der Verwaltung im Rahmen der Bewertungsarbeiten mitgeteilt werden. Die Anfrage der Verwaltung darf sich nur auf zusätzliche Informationen beziehen, die nicht die Wirkung haben, Unregelmäßigkeiten im Projekt, wie ursprünglich eingereicht, zu beheben.

Art. 37 - Die Verwaltung beteiligt sich am Bewertungsprozess, indem sie eine Stellungnahme zu den Projekten abgibt, die im Rahmen der Projektaufufe eingereicht werden.

Die Verwaltung bewertet die Projekte nach den im Projektaufruf festgelegten Kriterien, eventuell mit Hilfe anderer Abteilungen des öffentlichen Dienstes der Wallonie. Nur die Stellungnahme der Verwaltung wird dem Ausschuss übermittelt.

Die Verwaltung kann unabhängige, ggf. internationale Sachverständige heranziehen, um sie bei ihrer Aufgabe zu unterstützen.

Die Verwaltung übermittelt dem Ausschuss ihre Stellungnahme über die Zulässigkeit der Projekte und alle Elemente im Zusammenhang mit der Bewertung sämtlicher Projekte.

Wenn er die Stellungnahme der Verwaltung über die Zulässigkeit der Projekte erhalten hat, tritt der Ausschuss zusammen, um die Projekte zu bewerten und einzuordnen.

Art. 38 - Innerhalb von zwei Wochen nach Erhalt des Vorschlags des Ausschusses über die Rangfolge der Projekte entscheidet der Minister über die Finanzierung der Projekte.

Art. 39 - Sobald der Minister seine Entscheidung getroffen hat, notifiziert sie die Verwaltung jedem Projektträger innerhalb einer Woche.

Informationen über die Gründe für die Ablehnung von erfolglosen Projekten können von den betroffenen Projektträgern bei der Verwaltung eingesehen werden.

Art. 40 - Bei Projekten, für die eine positive Entscheidung getroffen wurde, erstellt die Verwaltung den Entwurf einer Vereinbarung, welche die Beziehungen zwischen der Region und dem Projektträger gemäß der Entscheidung des Ministers regelt. Diese Vereinbarung muss von den Projektträgern innerhalb des von dem Minister festgelegten Zeitplans unterzeichnet werden.

Die Vereinbarung betrifft insbesondere die folgenden Elemente:

- 1° die Modalitäten für die Rückzahlung der rückforderbaren Vorschüsse;
- 2° die Beschreibung des von dem Projektträger eingereichten Projekts;
- 3° den Arbeits- und Zeitplan für die Durchführung des Projekts;
- 4° die dem Projekt zugewiesenen Mittel;; 5° die zulässigen Ausgaben;
- 6° die Verpflichtungen zur Geheimhaltung und Vertraulichkeit;
- 7° die Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfen, insbesondere ihre Periodizität;
- 8° die Elemente, die sich auf das geistige Eigentum und die Verwertung der Ergebnisse des Projekts beziehen;
- 9° die Modalitäten für die Bekanntmachung der Beihilfe;

10° die Modalitäten für die Kontrolle der Klauseln der Vereinbarung und der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge.

Abschnitt 2 — Beihilfeanträge, die einer wissenschaftlichen, technischen, wirtschaftlichen, finanziellen, beschäftigungs- und umweltrelevanten Bewertung unterliegen, außerhalb der Projektauftrufe

Art. 41 - Der Projektträger, der einen Zuschuss oder einen rückforderbaren Vorschuss erhalten möchte, reicht bei der Verwaltung ein Projekt ein. Bei der Einreichung des Antrags wird dem Projektträger innerhalb von fünf Kalendertagen eine Empfangsbestätigung des Antrags unter Angabe des Eingangsdatums und des Namens des für die Prüfung der Akte zuständigen Beamten zugesandt. Die Arbeitssprache ist Französisch oder gegebenenfalls Deutsch.

Art. 42 - Verfügt die Behörde nicht über alle Elemente, die für die Bewertung des Projekts erforderlich sind, so fordert sie innerhalb eines Monats nach Eingang des Projekts zusätzliche Elemente vom Projektträger an.

Antwortet der Projektträger nicht innerhalb eines Monats nach Eingang dieser Anfrage, so wird davon ausgegangen, dass er das Projekt zurückgezogen hat. In diesem Fall teilt die Verwaltung dem Projektträger mit, dass die Akte geschlossen wird. Dieser verfügt über eine Frist von zwei Wochen, um beim Minister Berufung einzulegen und die Wiedereröffnung der Akte zu beantragen.

Für jede Anfrage um zusätzliche Informationen wird eine weitere Frist von 30 Kalendertagen eingeräumt. In jedem Fall darf der Gesamtzeitraum zwischen dem Datum der Empfangsbestätigung des Projekts und dem Datum, an dem die Verwaltung über alle für die Bewertung des Projekts erforderlichen Elemente verfügt, zwei Monate nicht überschreiten.

Er kann der Verwaltung mitteilen, dass er eine Verlängerung der Frist für die Einreichung der Akte beantragt. Der Antrag darf die in Absatz 3 genannte Frist nicht um mehr als vier Monate verlängern.

Art. 43 - Innerhalb von zwei Wochen ab dem Zeitpunkt, an dem sie im Besitz aller für die Bewertung des Projekts erforderlichen Elemente ist, erstellt die Verwaltung einen begründeten Vorschlag für die Gewährung oder Ablehnung der beantragten Beihilfe, in dem insbesondere die Bewertung des Projekts nach den allgemeinen und spezifischen Kriterien erwähnt wird.

Art. 44 - Für jedes Projekt, das Gegenstand einer Beihilfe von weniger als 150.000 Euro ist, übermittelt die Verwaltung dem Minister den begründeten Vorschlag.

Für jedes Projekt, für das der Beihilfebetrag 150.000 Euro oder mehr beträgt, wird der begründete Vorschlag vor seiner Übermittlung an den Minister von einem Kollegium geprüft.

Das Kollegium setzt sich aus mindestens zwei Mitgliedern der Verwaltung und einem Vertreter des Ministers zusammen. Wenn nötig passt das Kollegium den Vorschlag für eine begründete Entscheidung an und übermittelt ihn dem Minister.

Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang des Vorschlags gibt der Minister der Verwaltung eine Grundsatzentscheidung, und diese setzt den Projektträger davon in Kenntnis. Innerhalb von zwei Wochen nach Erhalt der Grundsatzentscheidung des Ministers kann der Projektträger der Verwaltung eine Erklärung über die Gründe für den Antrag auf Wiedereröffnung der Akte zukommen lassen.

Die Verwaltung verfasst einen zusätzlichen Vermerk und sendet diesen zusammen mit der Erklärung des Projektträgers an den Minister, der beschließen kann, seine Entscheidung im Lichte der neuen Elemente, die in die Akte aufgenommen wurden, zu revidieren.

Art. 45 - Wenn der Minister beschließt, eine Beihilfe zu gewähren, erstellt die Verwaltung den Entwurf einer Vereinbarung, welche die Beziehungen zwischen der Region und dem Projektträger unter Einhaltung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses regelt.

Die Vereinbarung betrifft insbesondere die folgenden Elemente:

- 1° die Modalitäten für die Rückzahlung der rückforderbaren Vorschüsse;
- 2° die Beschreibung des von dem Projektträger eingereichten Projekts;
- 3° den Arbeits- und Zeitplan für die Durchführung des Projekts;
- 4° die dem Projekt zugewiesenen Mittel;
- 5° die zulässigen Ausgaben;
- 6° die Verpflichtungen zur Geheimhaltung und Vertraulichkeit;
- 7° die Modalitäten für die Auszahlung der Beihilfen, insbesondere ihre Periodizität;
- 8° die Elemente, die sich auf das geistige Eigentum und die Verwertung der Ergebnisse des Projekts beziehen;

9° die Modalitäten für die Bekanntmachung der Beihilfe;

10° die Modalitäten für die Kontrolle der Klauseln der Vereinbarung und der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge.

Art. 46 - Innerhalb von 30 Kalendertagen ab dem Datum der Entscheidung des Ministers zur Gewährung der Beihilfe übermittelt die Verwaltung dem Projektträger die begründete Entscheidung und gegebenenfalls den Entwurf der in Artikel 45 genannten Vereinbarung.

Informationen über die Gründe für die Ablehnung von erfolglosen Projekten können von den betroffenen Projektträgern bei der Verwaltung eingesehen werden.

KAPITEL VI — *Zuschuss und rückforderbarer Vorschuss*

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für Zuschüsse und rückforderbare Vorschüsse

Art. 47 - Ein Erlass des Ministers oder ggf. der Regierung bestimmt insbesondere den Gegenstand, den Betrag und den Empfänger des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses.

Art. 48 - Der Projektträger richtet an die Verwaltung:

1° im Laufe der Durchführung der von der Beihilfe abgedeckten Tätigkeiten:

a) Tätigkeitsberichte, zusammen mit der Auflistung der Ausgaben für den Zeitraum, auf den sie sich beziehen;

b) wissenschaftliche und technische Berichte;

2° Betriebsberichte bezüglich der von der Beihilfe abgedeckten Tätigkeiten;

3° Berichte über die Verwertung der Ergebnisse aus den von der Beihilfe abgedeckten Tätigkeiten;

4° Berichte über die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009, der in Anwendung von Artikel 123 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie verabschiedet wurde, vorgesehenen Indikatoren;

5° Bewertungsberichte zum vereinbarten Termin.

Art. 49 - Die Form, der Inhalt und die Häufigkeit der in Artikel 48 genannten Berichte werden im in Artikel 47 genannten Erlass bestimmt.

Jeder dieser Berichte muss bei der Verwaltung innerhalb von dreißig Kalendertagen nach dem Zeitraum eingehen, auf den sie sich beziehen.

Art. 50 - Der Projektträger informiert die Verwaltung schriftlich und innerhalb einer Frist, die dreißig Tage nicht überschreitet, über jede:

1° Änderung an seinen Satzungen;

2° Änderung seiner Aktionärsstruktur, die eine Auswirkung auf mehr als ein Fünftel seines Kapitals hat;

3° Operation, die eine nennenswerte Auswirkung entweder auf sein Kapital oder die Art seiner Tätigkeiten oder den Standort Letzterer hat.

Abschnitt 2 — Spezifische Bestimmungen für rückforderbare Vorschüsse

Art. 51 - Jede Vereinbarung umfasst das ausführliche Szenario eines günstigen Ergebnisses, welches dem geschäftlichen Erfolg des Projekts insbesondere in Sachen Umsatz, Absatzvolumen, Marktanteile und ggf. Einbindung in die Netze entspricht.

Im Falle eines Erfolgs des Projekts über dem günstigen Ergebnis darf die Zurückzahlung des rückforderbaren Vorschusses inkl. Zinsen das Doppelte seines Nennbetrags nicht überschreiten.

Art. 52 - Der auf Zurückzahlungen angewandte Zinssatz ist der Euribor 1 Jahr oder der in Belgien anwendbare Zinssatz IBOR 1 Jahr, der in der Mitteilung der Kommission über die Änderung der Methode zur Festsetzung der Referenz- und Abzinsungssätze (2008/C 14/02) genannt wird, wenn Letzterer zuzüglich 100 Basispunkte höher ist. Es handelt sich dabei um den am 1. Tag des Monats, in dem der Gewährungserlass verabschiedet wird, geltenden Zinssatz.

Abschnitt 3 — Rückzahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses

Art. 53 - Der Projektträger zahlt der Wallonischen Region auf Antrag der Verwaltung die Differenz zwischen den ausgezahlten Beträgen und den von der Verwaltung nach Überprüfung der Ausgabenbelege gebilligten Beträgen in den folgenden Fällen zurück:

1° im Falle einer Aussetzung oder eines Entzugs des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses;

2° im Falle eines Verzichts auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss;

3° wenn die von der Beihilfe abgedeckten Tätigkeiten zu Ende gehen.

Art. 54 - Auf Antrag der Verwaltung zahlt der Projektträger der Wallonischen Region die Differenz zwischen den ausgezahlten Beträgen und den von der Verwaltung nach Überprüfung der Ausgabenbelege gebilligten Beträgen ganz oder teilweise zurück, wenn diese Differenz den Anteil des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses an den zulässigen Ausgaben überschreitet, die für die kommenden drei Monate geplant sind.

Art. 55 - Im Falle einer Aussetzung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses aufgrund von Artikel 56 Ziffern 3 und 4 oder im Falle eines Entzugs des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses werden nur die Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor dem Empfang der Notifizierung der Aussetzung oder des nicht von einer Aussetzung vorausgegangenen Entzugs durch den Projektträger beziehen.

Falls der Projektträger auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss verzichtet, werden nur die Ausgaben berücksichtigt, die sich auf den Zeitraum vor der Sendung seines Verzichts durch den Projektträger beziehen.

Abschnitt 4 — Aussetzung oder Entzug des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses

Art. 56 - Der Minister kann die Auszahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses in den folgenden Fällen aussetzen:

1° bei Nichteinhaltung des Artikels 49 Absatz 2;

2° bei Nichteinhaltung des Artikels 50;

3° wenn der Projektträger Gegenstand eines Konkurs- oder Vergleichsverfahrens, einer freiwilligen oder nicht freiwilligen Liquidation oder einer Auflösung ist;

4° wenn die schlechte Finanzlage des Projektträgers die ordnungsgemäße Durchführung des Projekts oder die Aussichten auf Verwertung der Projektergebnisse durch den Projektträger gefährdet;

5° im Falle einer negativen Bewertung infolge der aufgrund von Artikel 48 Ziffer 5 abgegebenen Berichte.

Art. 57 - Der Minister kann dem Projektträger den Anspruch auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss in den folgenden Fällen entziehen:

1° in den in Artikel 56 Ziffern 3, 4 und 5 genannten Fällen;

2° wenn nach vernünftigen Ermessens ersichtlich wird, dass die Zielsetzungen, so wie sie zum Zeitpunkt der Projektprüfung bewertet wurden, wegen der weitgehenden Änderungen in den wirtschaftlichen und technischen Gegebenheiten vom Projektträger nicht mehr zu erreichen sind.

In allen in Absatz 1 genannten Entzugsfällen beendet die Wallonische Region die Auszahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses.

Art. 58 - Die Verwaltung kann dem Projektträger den Anspruch auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss entziehen, wenn der Projektträger während mehr als fünfundvierzig Werktagen einer ihm von der Verwaltung per bei der Post aufgegebenes Einschreiben notifizierten Aufforderung zur Erfüllung seiner Verpflichtungen nicht Folge geleistet hat.

In diesem Fall gilt Folgendes:

1° Die Wallonische Region beendet die Auszahlung des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses;

2° Der Projektträger, der Anspruch auf einen Zuschuss hat, ist verpflichtet, der Wallonischen Region die gesamten für den Zuschuss ausgezahlten Beträge abzüglich der bereits erstatteten Beträge zurückzuzahlen;

3° Der Projektträger, der Anspruch auf einen rückforderbaren Vorschuss hat, ist verpflichtet, der Wallonischen Region die gesamten für den rückforderbaren Vorschuss ausgezahlten Beträge abzüglich der bereits erstatteten Beträge zurückzuzahlen;

Abschnitt 5 — Verzicht auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss

Art. 59 - Der Projektträger kann im Laufe der von der Beihilfe abgedeckten Tätigkeiten insofern auf den Zuschuss oder den rückforderbaren Vorschuss verzichten, als dies durch Bestimmungen bezüglich des Zuschusses oder des rückforderbaren Vorschusses, die ihn an die Wallonischen Region binden würden, erlaubt wird.

KAPITEL VII — "Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation"

Art. 60 - In den durch das Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie eingerichteten Fonds für Forschung, Entwicklung und Innovation fließen folgende Beträge:

1° die Rückzahlungen der im vorliegenden Erlass erwähnten rückforderbaren Vorschüsse, mit Ausnahme derjenigen rückforderbaren Vorschüsse, die zulasten der Haushaltsmittel für die Energiepolitik gewährt werden;

2° alle weitere Beträge, die der Wallonischen Region aufgrund des vorliegenden Erlasses überwiesen werden.

KAPITEL VIII — Geheimer Charakter

Art. 61 - Jedes Dokument oder jede Information, das/die eine Körperschaft an die Regierung weiterleitet, um in den Genuss einer im vorliegenden Erlass erwähnten Beihilfe zu gelangen, ist geheim im Sinne von Artikel 6 § 2 Ziffer 2 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, sofern die Körperschaft angibt, dass es/sie diesen Charakter aufweist.

Art. 62 - Jedes Dokument oder jede Information, das/die eine Körperschaft aufgrund ihrer Verpflichtungen als Empfängerin einer im vorliegenden Erlass erwähnten Beihilfe an die Regierung weiterleitet, ist geheim im Sinne von Artikel 6 § 2 Ziffer 2 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, sofern die Körperschaft angibt, dass es/sie diesen Charakter aufweist.

KAPITEL IX — Schlussbestimmungen

Art. 63 - Die im vorliegenden Erlass genannten Fristen werden vom 16. Juli bis zum 15. August 2020 ausgesetzt.

Wenn eine im vorliegenden Erlass genannte Frist an einem Samstag, einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag abläuft, so wird sie bis zum ersten darauffolgenden Tag verlängert, der weder ein Samstag, noch ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist.

Art. 64 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2020 in Kraft und am 31. Dezember 2020 außer Kraft.

Art. 65 - Der Minister für Forschung und Innovation wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 2020

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41153]

29 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 27 betreffende de ondersteuning van onderzoek en ontwikkeling in Wallonië in het kader van de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie c(2020) 1863;

Gelet op het rapport, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2020 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomst, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de sanitaire crisis COVID-19 de gezondheid en het leven van de Waalse bevolking hard treft;

Overwegende dat het nodig is zo spoedig mogelijk oplossingen te vinden die een antwoord kunnen bieden op het beheersen van de sanitaire crisis COVID-19, met name via diagnose-oplossingen en de ontwikkeling en validering van behandelingen en vaccins;

Overwegende dat onderzoek en ontwikkeling hierin als onontbeerlijke instrumenten voor het ontwikkelen van die oplossingen naar voren treden;

Overwegende dat het belangrijk is de ondernemingen, die bij machte zijn zulke oplossingen te ontwikkelen, financieel bij te staan om ze van de middelen te voorzien om zo snel mogelijk te kunnen reageren;

Dat de steun daarom zo snel mogelijk moet kunnen uitgekeerd worden, en de dringende noodzakelijkheid dus verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek en Innovatie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en verwijzingen naar “de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie”***Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° “de Regering” : de Waalse Regering;

2° “de Minister” : de Minister bevoegd voor nieuwe technologieën en onderzoek;

3° “de promotor” : één of meerdere rechtspersonen, gemachtigd om steun aan te vragen krachtens dit besluit;

4° “de administratie” : de administratieve diensten van de Regering belast met de acties van het Waalse Gewest inzake nieuwe technologieën en onderzoek;

5° “het project” : de gezamenlijke documenten die van één promotor afkomstig zijn en waarin de nagestreefde doelstellingen en de zowel menselijke als materiële middelen voor de verwezenlijking ervan in termen van product, procédé of dienstverlening omschreven worden.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt onder “industriële onderzoek” verstaan, het planmatig of kritisch onderzoek dat gericht is op het verwerven van nieuwe kennis en vaardigheden met het oog op de ontwikkeling van nieuwe producten, procédés of diensten, of om bestaande producten, procédés of diensten aanmerkelijk te verbeteren. Het omvat de creatie van onderdelen voor complexe systemen en kan ook de bouw omvatten van prototypes in een laboratoriumomgeving of in een omgeving met gesimuleerde interfaces naar de bestaande systemen, alsmede pilootlijnen, wanneer dat nodig is voor het industriële onderzoek en met name voor de validering van generieke technologieën.

Art. 3. In de zin van dit decreet wordt onder "experimentele ontwikkeling" verstaan, het verwerven, combineren, vormgeven en gebruiken van bestaande wetenschappelijke, technologische, zakelijke en andere relevante kennis en vaardigheden, gericht op het ontwikkelen van nieuwe of verbeterde producten, procedés of diensten. Dit kan ook activiteiten omvatten die gericht zijn op de conceptuele formulering, de planning en documentering van nieuwe producten, procedés of diensten. Experimentele ontwikkeling kan prototyping, demonstraties, pilotontwikkeling, testen en validatie omvatten van nieuwe of verbeterde producten, procedés of diensten in omgevingen die representatief zijn voor het functioneren onder reële levensomstandigheden, met als hoofddoel verdere technische verbeteringen aan te brengen aan producten, procedés of diensten die niet grotendeels « vast staan ».

Dit kan de ontwikkeling omvatten van een commercieel bruikbaar prototype of pilot die noodzakelijkerwijs het commerciële eindproduct is en die te duur is om te produceren alleen met het oog op het gebruik voor demonstratie- en validatiedoeleinden. Onder experimentele ontwikkeling wordt niet verstaan routinematige of periodieke wijziging van bestaande producten, productielijnen, fabricageprocessen, diensten en andere courante verrichtingen, zelfs indien deze wijzigingen verbeteringen kunnen inhouden.

Art. 4. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder onderneming in moeilijkheden een onderneming die minstens één van de volgende voorwaarden vervult :

- als het gaat om een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (naamloze vennootschap, commanditaire vennootschappen op aandelen, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) die geen kmo is die minder dan 3 jaar bestaat, indien meer dan de helft van haar maatschappelijk kapitaal waarop is ingetekend als gevolg van de opgestapelde verliezen verdwenen is. Zulk is het geval als de aftrek van de opgestapelde verliezen van de reserves en van alle andere elementen die doorgaans beschouwd worden als deel uitmakend van het eigen vermogen van de vennootschap, leidt tot een negatief bedrag dat hoger is dan de helft van het maatschappelijk kapitaal waarop is ingetekend. Het maatschappelijk kapitaal omvat, in voorkomend geval, de uitgiftepremie ;

- als het gaat om een vennootschap waarvan sommige vennoten minstens een onbeperkte aansprakelijkheid hebben voor de schulden van de vennootschap (vennootschap onder firma, gewone commanditaire vennootschap en coöperatieve vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid) die geen KMO is die minder dan 3 jaar bestaat, indien meer dan de helft van het eigen vermogen, zoals opgenomen in de rekeningen van de vennootschap, als gevolg van de opgestapelde verliezen verdwenen is;

- als de onderneming het voorwerp is van een collectieve insolventieprocedure of als ze de voorwaarden vervult om aan dergelijke procedure onderworpen te worden op verzoek van haar schuldeisers ;

- als de onderneming reddingssteun heeft genoten en de lening nog niet is afgelost of de garantie stopgezet is of als ze herstructureringssteun heeft genoten terwijl ze nog steeds aan een herstructureringsplan onderworpen is ;

- in het geval van een onderneming die geen KMO is, indien sinds de 2 vorige boekjaren :

- * de ratio leningen/eigen vermogen hoger is dan 7,5 en

- * de dekkingsratio van de rentelasten van de onderneming, berekend op basis van de EBITDA, lager dan de eenheid is.

Art. 5. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "kleine onderneming" : iedere onderneming, gevestigd als handelsvennootschap, die tenzij anders vermeld minstens één vestigingseenheid in Wallonië heeft en beantwoordt aan de definitie van kleine onderneming of micro-onderneming opgenomen in bijlage I (EU) van Verordening nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

2° "middelgrote onderneming" : iedere onderneming, gevestigd als handelsvennootschap, die tenzij anders vermeld minstens één vestigingseenheid in Wallonië heeft en beantwoordt aan de definitie van middelgrote onderneming opgenomen in bijlage I (EU) van Verordening nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

3° "grote onderneming" : elke onderneming die gevestigd is als handelsvennootschap die, tenzij anders vermeld, minstens één vestigingseenheid heeft in Wallonië en die noch een kleine noch een middelgrote onderneming is;

4° "onderneming" : elke kleine onderneming, middelgrote onderneming, grote onderneming.

Art. 6. De steun bedoeld in dit besluit wordt verleend tegen de voorwaarden omschreven in "de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie (2020/C 91 I/01).

HOOFDSTUK II. — *Subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de ondernemingen*

Afdeling 1. — Subsidies voor industrieel onderzoek

Art. 7. Voor de uitvoering van een industrieel onderzoeksproject dat ingediend wordt door één of meerdere ondernemingen kan de Regering haar of hen een subsidie toekennen:

1° ofwel in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de klassering van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en duurzame ontwikkelingscriteria waarvan sprake in de oproep;

2° ofwel op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, financiële en leefmilieubeoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 8. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn:

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materiaal niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Wanneer de inhoud van de aanvraag ertoe strekt, de werken die reeds aan de gang waren op 1 februari 2020 versneld uit te voeren of de reikwijdte van een project dat op 1 februari 2020 reeds aan de gang is uit te breiden, zijn enkel de bijkomende de kosten voor deze inspanningen voor het versneld uitvoeren of het uitbreiden van de reikwijdte van het project toelaatbaar.

Om toelaatbaar te zijn, worden de uitgaven verricht, gefactureerd en in een schuldvordering aan de administratie overgemaakt.

Art. 9. De subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan volgende cijfers bedragen:

1° 80 voor een kleine of middelgrote onderneming;

2° 60 voor een grote onderneming.

Art. 10. Het feit dat de subsidie wordt toegekend heeft niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

Afdeling 2. — Subsidies en terugvorderbare voorschotten voor experimentele ontwikkeling

Art. 11. Voor de uitvoering van een experimenteel ontwikkelingsproject dat ingediend wordt door één of meerdere ondernemingen kan de Regering haar of hen steun verlenen:

1° hetzij in het kader van een oproep tot de indiening van projecten, op grond van de klassering van de projecten voorgesteld door de jury van de oproep afgaand op de wetenschappelijke, technische, economische, tewerkstellings-, financiële en duurzame ontwikkelingscriteria waarvan sprake in de oproep;

2° hetzij op grond van de wetenschappelijke, technische, economische, tewerkstellings-, financiële en leefmilieu-beoordeling van het project die de Regering alleen of bijgestaan door externe deskundigen kan doorvoeren.

Art. 12. De toelaatbare uitgaven die onder de subsidie vallen zijn:

1° de personeelsuitgaven met betrekking tot de onderzoekers, technici en ander steunverlenend personeel voor zover ze ingezet worden voor de uitvoering van het project;

2° de kosten voor de instrumenten en het materieel, voor zover en zolang ze gebruikt worden voor de uitvoering van het project; als die instrumenten en dat materiaal niet tijdens hun hele levensduur gebruikt worden voor de uitvoering van het project, komen enkel de overeenkomstig de goede boekhoudpraktijken berekende afschrijvingskosten die overeenstemmen met de duur van het project in aanmerking;

3° de kosten van het contractueel onderzoek, de technische kennis en de brevetten die aangekocht worden of onder een licentie staan van bronnen buiten de marktprijs, indien de verrichting plaatsvindt in normale concurrentieomstandigheden en er geen enkel element van samenspanning bestaat, tevens de kosten voor de diensten van adviseurs en gelijksoortige diensten die uitsluitend ingezet worden voor de uitvoering van het project;

4° de bijkomende algemene kosten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project;

5° de andere bedrijfskosten, meer bepaald de kosten voor gelijksoortig materiaal, gelijksoortige leveringen en producten die rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de uitvoering van het project.

Wordt commercieel gebruik gemaakt van demonstratie- of proefprojecten uit de experimentele ontwikkeling waarvoor steun wordt verleend, dan wordt elke opbrengst voortvloeiend uit een dergelijk gebruik afgetrokken van de toelaatbare uitgaven.

Wanneer het doel van de aanvraag is om de werkzaamheden die vanaf 1 februari 2020 reeds aan de gang zijn, te versnellen of om de reikwijdte van een reeds aan de gang zijnd project per 1 februari 2020 uit te breiden, zijn alleen de bijkomende kosten in verband met de inspanningen om de reikwijdte van het project te versnellen of uit te breiden, toelaatbaar.

Om toelaatbaar te zijn, moeten de uitgaven uiterlijk op 30 november 2020 zijn gedaan, gefactureerd en het voorwerp uitmaken van een schuldverklaringsverklaring bij de Administratie.

Art. 13. Voor elk onderzoeksproject waarvoor het steunbedrag lager is dan of gelijk is aan 2.000.000 euro, kan de subsidie-intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, de volgende cijfers bereiken:

1° 80 voor een kleine of middelgrote onderneming;

2° 60 voor een grote onderneming.

Voor elk onderzoeksproject waarvoor het steunbedrag meer dan € 2.000.000 bedraagt:

Het deel van de steun tussen 0 € en 2.000.000 € bestaat uit een subsidie, waarvan de intensiteit, uitgedrukt in procenten van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan oplopen tot :

1° 80 voor een kleine of middelgrote onderneming;

2° 60 voor een grote onderneming.

Het deel van de steun boven 2.000.000 € bestaat uit een terugvorderbaar voorschot, waarvan de intensiteit, uitgedrukt in een percentage van de toelaatbare uitgaven vóór belastingen of andere heffingen, kan oplopen tot:

1° 80 voor een kleine of middelgrote onderneming;

2° 60 voor een grote onderneming.

Art. 14. De onderneming of elke onderneming waaraan een terugvorderbaar voorschot wordt toegekend kan ervan afzien de resultaten van het project te benutten tijdens de uitvoering ervan of tijdens de zes maanden volgend op het einde van die uitvoering.

De onderneming wordt er geheel van vrijgesteld het voorschot terug te betalen als aan beide volgende voorwaarden is voldaan:

1° in een schrijven aan de Regering legt ze uit waarom ze van haar project afziet, waarbij de mislukking uiteengezet wordt ten opzichte van de technische en zakelijke doelen waarvan sprake in de projectgebonden contractbepalingen tussen haar en het Waalse Gewest;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Als beide voorwaarden bedoeld in lid 2 niet vervuld worden, betaalt de onderneming het totaalbedrag dat ze als voorschot kreeg renteloos terug aan het Waalse Gewest.

Art. 15. Als de onderneming de resultaten van het project benut, verricht ze periodieke terugbetalingen aan het Waalse Gewest. Het terug te betalen totaalbedrag staat in verhouding tot de mate waarin het project slaagt in vergelijking met wat als succesvol is omschreven, met name inzake commerciële doelstellingen, in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming. Hoe dan ook worden terugbetalingen verhoogd met een intrest waarvan de rentevoet gelijk is aan de door de Europese Commissie vastgestelde referentierentevoet.

Indien het project minder goed slaagt dan wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit een aandeel van het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen. Dat aandeel staat in verhouding tot de mate waarin afgeweken wordt van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Indien het project precies overeenstemt met wat als succesvol is omschreven, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen.

Indien het project dat wat als succesvol is omschreven, overtreft, bestaat het terug te betalen totaalbedrag, intrest niet meegerekend, uit het totaalbedrag dat als voorschot werd ontvangen, vermeerderd met een aandeel in de winst dat in verhouding staat tot de mate waarin is afgeweken van de commerciële doelstellingen die overeenstemmen met wat als succesvol is omschreven.

Art. 16. Tijdens de benutting van de projectresultaten wordt de onderneming vrijgesteld van het voortzetten van de terugbetaling van het voorschot indien aan de volgende twee voorwaarden is voldaan:

1° zij ziet af van die benutting en licht er de Regering over in met een schrijven waarin ze haar beslissing met objectieve redenen omkleedt;

2° ze draagt de zakelijke rechten op de resultaten van het project over aan het Waalse Gewest of aan elke entiteit die door laatstgenoemde wordt aangewezen.

Het Waalse Gewest behoudt alle voorheen verrichte terugbetalingen en de onderneming blijft alle bedragen verschuldigd die zij terug moet betalen tijdens het kalenderjaar waarin ze van haar project afziet. De vrijstelling waarvan sprake in lid 1 heeft gevolg vanaf het daarop volgende kalenderjaar.

Art. 17. De nadere regels voor de terugbetalingen in de denkbeeldige situaties waarvan sprake in de artikelen 14, 15 en 16 worden vermeld in de projectgebonden contractbepalingen tussen het Waalse Gewest en de onderneming(en).

Art. 18. Het feit dat de steun beoogd bij deze afdeling wordt toegekend heeft, behoudens de gevallen van overdracht van rechten waarvan sprake in de artikelen 14 en 16, niet tot gevolg dat het Waalse Gewest zakelijke rechten verkrijgt op de resultaten van het project.

HOOFDSTUK III. — *Samenvoeging van steun en uitsluitingen*

Art. 19. Geen enkele toelaatbare uitgave beoogd bij dit besluit kan gedekt worden door meer dan één steunvorm beoogd bij dit decreet.

Art. 20. 1° geen enkele toelaatbare uitgaven beoogd bij dit decreet kan gedekt worden door meer dan één steunvorm beoogd bij dit besluit en door een andere steunvorm van het Waalse Gewest dan die beoogd bij dit besluit;

2° geen enkele toelaatbare uitgave beoogd bij dit besluit kan tegelijk gedekt worden door een steunvorm beoogd bij dit besluit en door een andere steunvorm van enige andere Belgische overheid.

Art. 21. De samenvoeging van steunvormen voortvloeiende uit Belgische wet- of regelgevende bepalingen, overeenkomsten tussen Belgische deelgebieden of internationale of supranationale akkoorden wordt niet beoogd bij artikel 20. In dat geval worden alle steunvormen overwogen voor de naleving van de maximumintensiteit beoogd bij dit besluit onverminderd specifieke regels inzake intensiteit voortvloeiend uit internationale of supranationale akkoorden.

Art. 22. Elke toelaatbare uitgave beoogd bij dit besluit kan tegelijk gedekt worden door een steunvorm beoogd bij dit besluit en door een of meer andere steunvormen van een buitenlandse, internationale of supranationale overheidsinstantie. In dat geval worden alle steunvormen overwogen voor de naleving van de maximumintensiteit beoogd bij dit besluit onverminderd specifieke regels inzake intensiteit voortvloeiend uit internationale of supranationale akkoorden.

Art. 23. Een onderneming in moeilijkheden op 31 december 2019 komt niet in aanmerking voor de steun bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatiecriteria*

Afdeling 1. — Innoverend karakter van het project

Art. 24. Het innoverend karakter van het project wordt beoordeeld en meer bepaald de bijdrage ervan aan de wetenschappelijke vooruitgang in termen van nieuw vergaarde kennis.

Afdeling 2. — Kwaliteit, haalbaarheid en relevantie van het project

Art. 25. De kwaliteit, de haalbaarheid en de relevantie van het project worden beoordeeld ten opzichte van de sociaal-economische noden van het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Valorisering van de innovatie

Art. 26. Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten van industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, wordt de bekwaamheid van de promotor om de vrucht van zijn activiteiten economisch en op het vlak van de werkgelegenheid te valoriseren, beoordeeld. Die beoordeling heeft met name betrekking op de economische en

sociale effecten, de capaciteit van de promotor om een markt te penetreren, het bestaan van een winstgevende markt of een maatschappelijke behoefte, de perspectieven van de exploitatie door de promotor of een derde en de impact van de intellectuele rechten van concurrerende projecten.

Afdeling 4. — De bijdrage tot de duurzame ontwikkeling

Art. 27. De bijdrage van elk project tot de duurzame ontwikkeling, zoals bepaald in het decreet van 27 juni 2013 betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling, wordt beoordeeld.

De beoordeling richt zich dus op de geïntegreerde inachtneming van de sociale, milieu- en economische effecten van het project op korte en lange termijn.

Afdeling 5. — COVID-19

Art. 28. Het project richt zich op COVID-19 en andere componenten die verband houden met de bestrijding van het virus, waaronder onderzoek naar vaccins, geneesmiddelen en behandelingen, medische hulpmiddelen en ziekenhuis- en medische apparatuur, ontsmettingsmiddelen en beschermende kleding en apparatuur, alsmede procesinnovaties om de nodige producten op efficiënte wijze te vervaardigen.

De begunstigde van de steun verbindt zich ertoe niet-exclusieve licenties tegen billijke marktvoorwaarden te verlenen aan derden in de Europese Economische Ruimte.

Afdeling 6

Art. 29. De financiële degelijkheid van de onderneming wordt beoordeeld door haar te vragen een financieel plan voor te leggen waarin de financiering van het project door de onderneming uiteengezet wordt.

Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, bevat dat plan de gegevens die het mogelijk maken de financiële draagkracht van de onderneming te beoordelen om enerzijds de activiteiten zorgvuldig uit te voeren en anderzijds de verwachte resultaten te benutten.

Desnoods kunnen de boekhoudkundige en bankbewijzen ter bevestiging van de gegevens van het financiële plan opgevraagd worden.

Art. 30. De duidelijke risicograad van het project wordt in detail beoordeeld. Die graad kan meer bepaald vastgelegd worden wat betreft de kosten van het project ten opzichte van de omzet van de onderneming, de tijd voor het afstellen van het nieuwe procédé of product, de verwachte voordelen tegenover de kosten van het project of de waarschijnlijkheid van een mislukking.

Art. 31. Wanneer het project betrekking heeft op industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, wordt het effect van het onderzoeksproject op de werkgelegenheid geëvalueerd. De effectbeoordeling richt zich op de werkgelegenheid die als gevolg van het onderzoeksproject wordt gecreëerd of behouden, en houdt rekening met de risico's die inherent zijn aan het onderzoek.

Art. 32. Indien het project waarvoor steun wordt aangevraagd op of na 1 februari 2020 van start gaat, is het stimulerende effect automatisch aanwezig.

Indien het project waarvoor steun wordt aangevraagd, vóór 1 februari 2020 van start gaat, heeft de steun een stimulerend effect indien het noodzakelijk is om de reikwijdte van het project te versnellen of te verruimen.

HOOFDSTUK V. — Procedures voor de indiening van de tegemoetkomingen

Afdeling 1. — Tegemoetkomingsaanvragen ingediend in het kader van oproepen tot indiening van projecten

Art. 33. Een document met als opschrift "oproep tot het indienen van projecten" legt de specifieke nadere regels vast voor de verschillende oproepen. De werktaal is het Frans of, in voorkomend geval, het Duits.

Art. 34. De oproep tot het indienen van projecten wordt minstens op de website bekendgemaakt en uiterlijk vijftien dagen voor de uiterste dag voor de indiening van de projecten. Die oproep bevat minstens:

- 1° het soort of de soorten afdelingen die een project kunnen indienen;
- 2° de specificiteiten van de projecten beoogd bij de oproep in wetenschappelijke, technologische, niet-technologische, sociale, industriële of andere termen;
- 3° de beoordelingscriteria bedoeld in de artikelen 24 tot 32;
- 4° de beoordelingscriteria eigen aan de oproep;
- 5° de samenstelling van de jury met minstens één vertegenwoordiger van de Minister, één vertegenwoordiger van de Minister van Economie, vier vertegenwoordigers van de Raad voor Wetenschapsbeleid en één vertegenwoordiger van de Administratie;
- 6° de wijze waarop de jury de projecten rangschikt in functie van de beoordelingscriteria;
- 7° het globale previsionele tegemoetkomingsbudget dat voor de oproep wordt voorbehouden;
- 8° de intensiteit(en) van de tegemoetkomingen in de zin van het besluit;
- 9° de uiterste datum voor de indiening van projecten;

10° de termijn waarin de jury samenkomt, waarbij die termijn niet langer mag duren dan twee maanden na de uiterste datum voor de indiening van de projecten.

Art. 35. Voor elk project wordt een ontvangstbericht verstuurd aan de promotor binnen de vijf kalenderdagen, met vermelding van de datum van ontvangst en de coördinaten van een contactpersoon.

Art. 36. Na de uiterste datum voor de indiening van de projecten worden enkel de gegevens in overweging genomen die medegedeeld zijn als antwoord op een verzoek van de Administratie in het kader van de beoordelingsarbeid. Het verzoek van de Administratie mag enkel betrekking hebben op bijkomende inlichtingen die niet er niet toe leiden dat onregelmatigheden van het project, zoals aanvankelijk ingediend, verholpen worden.

Art. 37. De Administratie neemt deel aan het beoordelingsproces door advies uit te brengen op de projecten die zijn ingediend in het kader van de oproepen tot het indienen van projecten.

De Administratie beoordeelt de projecten volgens de criteria vastgesteld in de oproep tot het indienen van projecten, eventueel met de hulp van andere departementen van de Waalse Overheidsdienst. Alleen het advies van de Administratie wordt aan de jury doorgegeven.

De Administratie kan een beroep doen op onafhankelijke, eventueel internationale deskundigen, om het bij diens taak te helpen.

De Administratie deelt haar mening aan de jury mee in verband met de vraag of een project in aanmerking komt, alsook alle gegevens in verband met de beoordeling van de projecten in hun geheel.

Wanneer de jury de mening van de Administratie kent over de in aanmerking komende projecten, vergadert hij voor de beoordeling en de rangschikking van de projecten.

Art. 38. Binnen twee weken volgend op de ontvangst van het voorstel van de jury over de rangschikking van de projecten neemt de Minister de beslissing betreffende de financiering van de projecten.

Art. 39. Wanneer de Minister zijn beslissing heeft genomen, geeft de Administratie binnen een termijn van één week kennis daarvan aan elke promotor.

De betrokken promotoren kunnen bij de Administratie inzicht krijgen in de informatie over de motieven voor de weigering van de niet in aanmerking genomen projecten.

Art. 40. Voor de projecten waarvoor een gunstige beslissing is genomen, stelt de Administratie een ontwerp-overeenkomst op die de betrekkingen regelt tussen het Gewest en de promotor overeenkomstig de beslissing getroffen door de Minister. Deze overeenkomst moet ondertekend worden door de promotoren binnen het door de Minister vastgestelde tijdsbestek.

De overeenkomst heeft met name betrekking op volgende gegevens:

1° de nadere regels voor de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten;

2° de omschrijving van het project ingediend door de promotor;

3° het werkschema en het tijdschema voor de uitvoering van het project;

4° het budget toegewezen aan het project;

5° de toelaatbare uitgaven;

6° de verplichtingen in verband met de geheimhouding en de vertrouwelijkheid;

7° de nadere regels voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, meer bepaald de periodiciteit ervan;

8° de gegevens in verband met de intellectuele eigendom en de benutting van de resultaten van het project;

9° de nadere regels voor de bekendmaking van de tegemoetkoming;

10° de nadere regels voor de controle van de clausules van de overeenkomst en van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

Afdeling 2. — Tegemoetkomingsaanvragen onderworpen aan de wetenschappelijke, technische, economische, financiële beoordeling en beoordeling van duurzame ontwikkeling buiten de oproepen tot het indienen van projecten

Art. 41. De promotor die een subsidie of een terugvorderbaar voorschot wenst te krijgen dient een project in bij de Administratie. Voor de aanvraag die wordt ingediend wordt er een ontvangstbericht aan de promotor gericht binnen de vijf kalenderdagen, waarbij melding wordt gemaakt van de ontvangstdatum alsmede van de naam van het personeelslid dat het project behandelt. De werktal is het Frans of, in voorkomend geval, het Duits.

Art. 42. Wanneer de Administratie niet over alle gegevens beschikt die nodig zijn voor de beoordeling van het project, worden de bijkomende gegevens bij de promotor opgevraagd binnen de maand na indiening van het project.

Als de promotor geen gevolg geeft aan dat verzoek binnen de maand na de ontvangst ervan, wordt hij geacht het project te hebben ingetrokken. In dat geval deelt de Administratie de promotor mee dat het dossier gesloten is. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van twee weken om een beroep in te dienen bij de Minister en te vragen dat het dossier heropend wordt.

Elk verzoek om bijkomende inlichtingen leidt een nieuwe termijn in van dertig kalenderdagen. In ieder geval mag de totale termijn van de ontvangstbevestiging van het project en de datum waarop de Administratie over alle bestanddelen beschikt die noodzakelijk zijn voor de evaluatie van het project, niet meer dan twee maanden bedragen.

Hij mag de Administratie berichten dat hij om een verlenging voor de indiening van het dossier verzoekt. Het verzoek mag de in lid 3 bedoelde termijn niet met meer dan vier maanden verlengen.

Art. 43. Binnen twee weken na de datum waarop ze over alle bestanddelen beschikt die noodzakelijk zijn voor de evaluatie van het project, stelt de Administratie een met redenen omkleed voorstel voor de toekenning of weigering van de gevraagde steun op, waarin met name de beoordeling van het project aan de hand van de algemene en specifieke criteria wordt vermeld.

Art. 44. Voor elk project waarvoor het tegemoetkomingsbedrag minder is dan 150.000 euro, richt de Administratie het met redenen omklede voorstel aan de Minister.

Voor elk project waarvoor het tegemoetkomingsbedrag gelijk is aan of groter is dan 150.000 euro, wordt het met redenen omklede voorstel door een college onderzocht voordat het naar de Minister wordt gestuurd.

Het college bestaat uit minstens twee leden van de Administratie en één vertegenwoordiger van de Minister. Het college past zo nodig het voorstel voor een met redenen omklede beslissing aan en zendt het toe aan de Minister.

Binnen twee weken na ontvangst van het voorstel legt de Minister een principiële beslissing voor aan de Administratie, die de promotor daarvan op de hoogte stelt. Binnen twee weken na ontvangst van de principiële beslissing van de Minister kan de promotor de Administratie een uiteenzetting van de redenen van het verzoek tot heropening van het dossier toesturen.

De Administratie stelt een aanvullende nota op en stuurt deze, samen met de uiteenzetting van de promotor, door naar de Minister, die kan besluiten zijn beslissing te herzien in het licht van de nieuwe elementen die in het dossier zijn opgenomen.

Art. 45. Indien de Minister beslist om een tegemoetkoming toe te kennen, stelt de Administratie een ontwerp-overeenkomst op waarbij de betrekkingen tussen de Administratie en de promotor geregeld worden met inachtneming van het decreet en dit besluit.

De overeenkomst heeft met name betrekking op volgende gegevens:

1° de nadere regels voor de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten;

2° de omschrijving van het project ingediend door de promotor;

3° het werkschema en het tijdschema voor de uitvoering van het project;

4° het budget toegewezen aan het project;

5° de toelaatbare uitgaven;

6° de verplichtingen in verband met de geheimhouding en de vertrouwelijkheid;

7° de nadere regels voor de uitbetaling van de tegemoetkomingen, meer bepaald de periodiciteit ervan;

8° de gegevens in verband met de intellectuele eigendom en de benutting van de resultaten van het project;

9° de nadere regels voor de bekendmaking van de tegemoetkoming;

10° de nadere regels voor de controle van de clausules van de overeenkomst en van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

Art. 46. Binnen een termijn van dertig kalenderdagen na de datum van de beslissing van de Minister om een tegemoetkoming te verlenen, zendt de Administratie de promotor de met redenen omklede beslissing en, in voorkomend geval, de in artikel 45 bedoelde ontwerp-overeenkomst toe.

De betrokken promotoren kunnen bij de Administratie inzicht krijgen in de informatie over de motieven voor de weigering van de niet in aanmerking genomen projecten.

HOOFDSTUK VI. — *Subsidie en terugvorderbaar voorschot*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de subsidies en de terugvorderbare voorschotten

Art. 47. Bij besluit van de Minister of, in voorkomend geval, de Regering, worden meer bepaald het doel, het bedrag en de begunstigde van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot bepaald.

Art. 48. De promotor overhandigt de Administratie:

1° tijdens de uitvoering van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt:

a) activiteitenverslagen, samen met het overzicht van de uitgaven met betrekking tot de periode waarop ze slaan;

b) wetenschappelijke en technische verslagen;

2° verslagen over de benutting van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt;

3° verslagen over het gebruik van de resultaten van de activiteit die onder de tegemoetkoming valt;

4° verslagen over de indicatoren zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 genomen ter uitvoering van artikel 123 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

5° evaluatieverslagen op de overeengekomen vervaldata.

Art. 49. De vorm, de inhoud en de frequentie van de verslagen waarvan sprake in artikel 48 worden vastgelegd in het besluit bedoeld in artikel 47.

Elk van die verslagen moet de Administratie bereiken binnen de dertig kalenderdagen na de periode waarop ze betrekking hebben.

Art. 50. De promotor licht de Administratie schriftelijk en binnen een termijn van minder dan dertig dagen in over iedere:

1° wijziging in zijn statuten;

2° wijziging van zijn aandeelhoudersstructuur waarbij meer dan één vijfde van zijn kapitaal betrokken is;

3° verrichting die een significante impact heeft ofwel op zijn kapitaal, ofwel op de aard van zijn activiteiten, ofwel op de plaats waar deze uitgevoerd worden.

Afdeling 2. — Specifieke bepalingen voor de terugvorderbare voorschotten

Art. 51. Elke overeenkomst bevat een omstandig scenario voor een succesvolle afloop die overeenstemt met het commercieel welslagen van het project, meer bepaald inzake omzet, verkoopsvolume, marktaandeel en, in voorkomend geval, inschakeling in de netwerken.

Wordt de verwachte succesvolle afronding van het project overtroffen, dan mag de terugbetaling van het terugvorderbaar voorschot, intresten meegerekend, tweemaal het nominale bedrag niet overstijgen.

Art. 52. De aan de terugbetalingen toegepaste rentevoet is de Euribor op één jaar of de IBOR-rente op één jaar die in België toepasselijk is en die bedoeld is in de Mededeling van de Commissie over de herziening van de methode waarmee de referentie- en disconteringspercentages (2008/C 14/02) worden vastgesteld indien bedoelde rente hoger is, verhoogd met 100 basispunten. Het betreft het cijfer dat geldt de eerste dag van de maand van het toekenningsbesluit.

Afdeling 3. — Terugbetaling van de subsidie of het terugvorderbare voorschot

Art. 53. De promotor betaalt het Waalse Gewest op verzoek van de Administratie het verschil terug tussen de uitbetaalde bedragen en de bedragen die door de Administratie zijn aanvaard na controle van de verantwoording van de uitgaven:

- 1° bij opschorting of intrekking van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot;
- 2° bij afzien van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot;
- 3° wanneer de activiteiten die onder de tegemoetkoming vallen, beëindigd worden.

Art. 54. Op verzoek van de Administratie betaalt de promotor het Waalse Gewest het verschil geheel of gedeeltelijk terug tussen de uitbetaalde bedragen en de bedragen die door de Administratie zijn aanvaard na controle van de verantwoording van de uitgaven wanneer dat verschil het deel van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot te boven gaat in de toelaatbare uitgaven bepaald voor de drie eerstvolgende maanden.

Art. 55. Bij opschorting van de subsidie of het terugvorderbare voorschot krachtens artikel 56, 3° en 4°, of bij intrekking van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot worden enkel de uitgaven in overweging genomen die betrekking hebben op de periode die voorafgaat aan de ontvangst, door de promotor, van de kennisgeving van de opschorting of van de intrekking die niet voorafgegaan wordt door een opschorting.

Als de promotor afziet van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot worden enkel de uitgaven in overweging genomen die betrekking hebben op de periode die voorafgaat aan het tijdstip waarop de promotor meedeelt dat hij ervan afziet.

Afdeling 4. — Opschorting en intrekking van de subsidie of het terugbetaalbaar voorschot

Art. 56. De Minister kan de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot opschorten:

- 1° bij niet-inachtneming van artikel 49, lid 2;
- 2° bij niet-inachtneming van artikel 50;
- 3° wanneer de promotor in een faillissements- of concordaatsprocedure verwickeld is, al dan niet vrijwillig in vereffening wordt gesteld dan wel ontbonden wordt;
- 4° wanneer de slechte geldtoestand van de promotor de zorgvuldige uitvoering van het project of de perspectieven voor de benutting van de resultaten van het project door de promotor in gevaar brengt;
- 5° bij een negatieve evaluatie ten gevolge van de verslagen ingediend krachtens artikel 48, 5°.

Art. 57. De Minister kan de promotor het voordeel van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot ontzeggen:

- 1° in de gevallen bedoeld in artikel 56, 3°, 4° en 5°;
- 2° als redelijkerwijs blijkt dat de doelstellingen, zoals beoordeeld op het tijdstip van de behandeling van het project, wegens aanzienlijke wijzigingen in de economische en technische context niet meer in het bereik van de promotor liggen.

In alle gevallen van intrekking bedoeld in lid 1 beëindigt het Waalse Gewest de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot.

Art. 58. De Administratie kan de promotor het voordeel van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot ontzeggen wanneer de promotor meer dan vijfenveertig werkdagen lang geen gevolg gegeven heeft aan een ingebrekestelling om één van zijn verplichtingen uit te voeren waarvan de Administratie hem bij ter post aangetekend schrijven kennis heeft gegeven.

In dat geval:

- 1° beëindigt het Waalse Gewest de uitbetaling van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot;
- 2° wordt de promotor die een subsidie geniet ertoe gehouden het Waalse Gewest de gezamenlijke als subsidie betaalde bedragen terug te betalen na aftrek van de reeds terugbetaalde sommen;
- 3° wordt de promotor die een terugvorderbaar voorschot geniet ertoe gehouden het Waalse Gewest de gezamenlijke als subsidie betaalde bedragen terug te betalen na aftrek van de reeds terugbetaalde sommen.

Afdeling 5. — Afzien van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot

Art. 59. De promotor mag van de subsidie of het terugvorderbaar voorschot afzien tijdens de activiteiten die onder de tegemoetkoming vallen voor zover de clausules in verband met de subsidie of het terugvorderbaar voorschot die hem aan het Waalse Gewest binden, dat toelaten.

HOOFDSTUK VII. — *Het "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation"*
(Fonds voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie)

Art. 60. Het "Fonds de la recherche, du développement et de l'innovation" (Fonds voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie) opgericht bij het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië wordt gefinancierd:

1° met de terugbetalingen van de terugvorderbare voorschotten beoogd bij dit besluit, behoudens de terugvorderbare voorschotten toegekend ten laste van de begrotingskredieten voor energiebeleid;

2° met alle andere sommen die aan het Waalse Gewest gestort worden krachtens dit besluit.

HOOFDSTUK VIII. — *Geheimhouding*

Art. 61. Elk document of elke informatie die een entiteit aan de Regering mededeelt om een in aanmerking te komen voor een tegemoetkoming beoogd bij dit besluit is geheim in de zin van artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur voor zover de entiteit aangeeft dat het document of de informatie dat kenmerk vertoont.

Art. 62. Elk document of elke informatie die een entiteit aan de Regering mededeelt krachtens haar verplichtingen van een gerechtigde die in aanmerking komt voor een tegemoetkoming beoogd bij dit besluit is geheim in de zin van artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur voor zover de entiteit aangeeft dat het document of de informatie dat kenmerk vertoont.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 63. De termijnen bedoeld bij dit besluit worden jaarlijks opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus 2020.

Wanneer een termijn bedoeld in dit besluit verstrijkt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Art. 64. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2020 en eindigt op 31 december 2020.

Art. 65. De Minister van Onderzoek en Innovatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/41087]

30 APRIL 2020. — Ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met als bedoeling de aanpassing van de indexatie van de premie ten voordele van de houders van een zakelijk recht op een in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen onroerend goed waarin zij en hun gezin hun woonplaats hebben

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 14 van de ordonnantie van 23 november 2017 houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnantie van 14 juni 2018, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Indien minstens één gezinslid houder is van een zakelijk recht op een woning waarin het gezin gedomicilieerd is, dan is er voor deze woning een premie van 130 euro per gezin per jaar verschuldigd.

Het bedrag van de premie wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen van het Koninkrijk. De aanpassing geschiedt aan de hand van een coëfficiënt die bekomen wordt door de prijsindex van de maand december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de toekenning van de premie te delen door de prijsindex van de maand december 2018.

Het bedrag van de jaarlijkse premie wordt berekend door het in het eerste lid vastgestelde bedrag te vermenigvuldigen met de coëfficiënt. Na toepassing van de coëfficiënt, wordt het bedrag van de premie afgerond tot de hogere of lagere euro, naargelang het bedrag van de centiemen al dan niet 50 bereikt. ».

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/41087]

30 AVRIL 2020. — Ordonnance modifiant l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, en vue d'adapter l'indexation de la prime au bénéfice des personnes titulaires d'un droit réel sur un bien immobilier situé en Région de Bruxelles-Capitale, dans lequel elles et leur ménage sont domiciliés

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 14 de l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'ordonnance du 14 juin 2018, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Une prime annuelle de 130 euros par ménage est due pour une habitation, si au moins un membre du ménage est titulaire d'un droit réel sur cette habitation dans laquelle le ménage est domicilié.

Le montant de la prime est adapté chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume. L'adaptation est réalisée à l'aide d'un coefficient qui est obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre de l'année qui précède l'année d'octroi de la prime par l'indice des prix du mois de décembre 2018.

Le montant de la prime annuelle est calculé en multipliant le montant fixé à l'alinéa 1^{er} par le coefficient. Après application du coefficient, le montant de la prime est arrondi à l'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des centimes atteint ou non 50. ».